

BAROMÈTRE CITOYEN DE LA SECURITÉ

Enquête Mali
2023



LASPO
LABORATOIRE D'ANALYSE DES SOCIÉTÉS ET POUVOIRS / AFRIQUE - DIASPORAS

**FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG**



Table des matières

LISTE DES FIGURES.....	2
INTRODUCTION : CONTEXTE ET JUSTIFICATION	4
METHODOLOGIE.....	7
1.1. Choix des quartiers.....	9
1.2. Profil de l'échantillon.....	9
2. <i>Les résultats de l'enquête Mali 2023</i>	14
2.1. L'ICS Mali 2023	14
2.2. Analyse des résultats.....	15
UN ENVIRONNEMENT SÉCURITAIRE INQUIÉTANT.....	15
UNE TRÈS FAIBLE VICTIMATION.....	20
DES BAMAKOIS PEU EXPOSÉS AUX VIOLENCES	24
UNE CONFIANCE AUX FDS INTACTE MALGRÉ UNE PERCEPTION CONTRASTÉE DE L'ACTION SÉCURITAIRE DE L'ÉTAT.....	29
UN REGARD "SÉVÈRE" SUR L'ACTION SÉCURITAIRE INTERNATIONALE	32
UNE ACTION CITOYENNE JUGÉE "MÉDIOCRE"	33
3. <i>Les résultats de l'enquête OMP et sécurité religieuse</i>	35
3.1. Opérations internationales et régionales de maintien de la paix.....	41
Les missions de maintien de la paix de l'ONU : LA MINUSMA	41
L'UE, les USA et la CEDEAO	42
3.2. Sécurité religieuse	44
4. <i>Les résultats de l'enquête sécurité climatique</i>	50
UN PARADOXE CLIMATIQUE AUX EFFETS PERVERS.....	50
UNE POLITIQUE CLIMATIQUE DE L'ÉTAT PEU CONNUE.....	53
5. <i>Discussions</i>	54
ESPACE ET RESSOURCES AU CŒUR D'UN CONFLIT MULTIFORME : DIVERSITE D'ACTEURS, DIVERSITE DE RAISONS	54
LE DÉRÈGLEMENT CLMATIQUE MIS EN CAUSE.....	55
ENTRE « BANDITISME », INSTRUMENTALISATION ET CHANTAGE : DES FRONTIÈRES FLOUES.....	56
DES EFFORTS MALGRÉ TOUT	57
CONCLUSION.....	58

Liste des figures

Figure 1. Répartition des enquêtés par quartier	8
Figure 2. Langues de l'enquête.....	9
Figure 3. Répartition des enquêtés par sexe.....	10
Figure 4. Répartition des enquêtés par âge	10
Figure 5. Première langue des enquêtés.....	11
Figure 6. Répartition des enquêtés par religion.....	11
Figure 7. Tendance religieuse des musulmans enquêtés.....	12
Figure 8. Situation matrimoniale des enquêtés	12
Figure 9. Paternité des enquêtés.....	13
Figure 10. Nationalité des enquêtés.....	13
Figure 11. Niveau d'instruction des enquêtés.....	13
Figure 12. Revenu mensuel des enquêtés.....	14
Figure 13. Classement des quartiers selon l'ICS 2023	15
Figure 14. Classement des quartiers selon l'ICS spécifique à l'environnement sécuritaire	16
Figure 15. Principale difficulté des habitants de Bamako	17
Figure 16. La cohésion sociale à Bamako	17
Figure 17. La qualité de vie à Bamako	18
Figure 18. Principal danger à Bamako	18
Figure 19. Sentiment de sécurité.....	19
Figure 20. Comparaison du sentiment de sécurité par quartier	19
Figure 21. Sentiment de sécurité selon le sexe	20
Figure 22. Classement des quartiers selon l'ICS spécifique à la victimation	21
Figure 23. Répartition des enquêtés selon le type d'agression	21
Figure 24. Répartition des enquêtés selon les cas de vol.....	22
Figure 25. Répartition des enquêtés selon les cas de cambriolage	22
Figure 26. Répartition des enquêtés selon les crimes subis.....	23
Figure 27. Appréciation de la prise en charge des blessures par les victimes	23
Figure 28. Répartition des victimes selon le destinataire de leur plainte.....	24
Figure 29. Classement des quartiers selon l'ICS spécifique à l'exposition	24
Figure 30. Classement des quartiers selon l'exposition au trafic de drogue	25
Figure 31. Classement des quartiers selon l'exposition à la prostitution	25
Figure 32. Classement des quartiers selon l'exposition au trafic d'armes à feu.....	26
Figure 33. Classement des quartiers selon l'exposition au risque d'enlèvement.....	26
Figure 34. Classement des quartiers selon l'exposition au risque de déplacement forcé.....	26
Figure 35. Classement des quartiers selon l'exposition à des violences politiques ou électorales	27
Figure 36. Classement des quartiers selon l'exposition à des violences extrémistes se réclamant de l'islam.....	27

Figure 37. Classement des quartiers selon l'exposition à des violences liées à des conflits armés interethniques ou intercommunautaires	28
Figure 38. Classement des quartiers selon l'exposition à un risque d'attentat terroriste.....	28
Figure 39. Répartition des niveaux d'exposition aux différents types de violence	29
Figure 40. Classement des quartiers selon l'ICS spécifique aux actions sécuritaires de l'État	30
Figure 41. Répartition des répondants selon le niveau de satisfaction par type d'action sécuritaire étatique	31
Figure 42. Répartition des enquêtés selon le niveau de confiance par acteur sécuritaire étatique	31
Figure 43. Classement des quartiers selon l'ICS spécifique à l'action sécuritaire internationale	32
Figure 44. Répartition des enquêtés selon l'appréciation de l'action sécuritaire interétatique	33
Figure 45. Répartition des enquêtés selon l'appréciation de l'action sécuritaire des OSC	34
Figure 46. Répartition des enquêtés selon l'appréciation du rôle sécuritaire citoyen	34
Figure 47. Répartition des enquêtés selon l'appréciation du contrôle citoyen de l'action publique sécuritaire ..	35
Figure 48. Répartition des enquêtés selon l'appréciation de leur rôle dans la résolution d'un conflit armé	36
Figure 49. Répartition des enquêtés selon leur connaissance des OMP	37
Figure 50. Appréciation du rôle sécuritaire de la France par les enquêtés	38
Figure 51. Répartition des enquêtés selon le principal moyen d'information concernant les OMP	39
Figure 52. Rôle militaire et/ou socioéconomique des OMP selon les enquêtés	39
Figure 53. Perception des OMP par en termes de protection ou de menace par les enquêtés.....	40
Figure 54. Appréciation du rôle du G5 Sahel par les enquêtés	40
Figure 55. Appréciation des OMP onusiennes par les enquêtés.....	42
Figure 56. Les religieux musulmans qui doivent s'impliquer dans les conflits selon les enquêtés.....	45
Figure 57. Représentativité des tendances religieuses selon les enquêtés	46
Figure 58. Les tendances religieuses les plus actives	46
Figure 59. Situation du soufisme ces cinq dernières années au Mali	47
Figure 60. Appréciation de la présence du wahhabisme au Mali	47
Figure 61. Perception de la pluviométrie ces 10 dernières années	50
Figure 62. Principaux chocs climatiques subis ces 3 dernières années.....	51
Figure 63. Conséquences sur les produits alimentaires de première nécessité	52
Figure 64. Stratégies d'adaptation face à la hausse des prix	52
Figure 65. Répartition des enquêtés selon le changement de lieu de vie	52
Figure 66. Répartition des interrogés selon le motif migratoire	53
Figure 67. Répartition des interrogés selon la probabilité de déplacement pour cause climatique	53
Figure 68. Répartition des enquêtés selon leur perception de l'action de l'État en matière de lutte contre le changement climatique	54

Introduction : contexte et justification

Les multiples politiques publiques de sécurité menées au cours de la dernière décennie au Sahel, à la suite du conflit malien, donnent à réfléchir sur leur efficacité. Les citoyens évoquent l'échec de ces mécanismes qui n'ont pas permis d'assurer la sécurité des populations touchées par l'augmentation de la violence. La région est extrêmement instable en raison de la présence croissante de groupes criminels transnationaux qui contrôlent les mouvements de personnes, le trafic de drogue, le trafic d'armes et, désormais, l'exploitation irrégulière des mines. L'hybridation entre les réseaux criminels et les groupes armés insurrectionnels est telle qu'il est très difficile de définir exactement quel type de menace a déstabilisé le cœur du Sahel. Au Mali, l'instabilité s'accroît suite à la crise de 2012 au cours de laquelle des groupes armés djihadistes et sécessionnistes (essentiellement Touaregs, Arabes et Peulhs) se sont unis pour s'installer dans la région de l'Azawad (Nord du Mali). La dynamique de la violence s'est développée autant, sinon plus, que les mécanismes internationaux de sécurité. L'échec du puzzle sécuritaire est attribué à la France pour avoir été la pierre angulaire des structures de sécurité déployées depuis 2012¹. Après dix années, l'évaluation par l'opinion publique de la gestion sécuritaire du pays par la France est ouvertement négative. Les troupes françaises n'ont pas réussi à rétablir l'intégrité territoriale du Mali, alors que c'était la raison principale des opérations militaires internationales (Serval puis Barkhane). Ces interventions avaient pour but de délivrer le pays de l'occupation du Nord (Azawad) par les groupes sécessionnistes et djihadistes.

Toutefois la réalité du présent est qu'une partie de l'insurrection sécessionniste continue de gérer la structure politico-économique dans certaines zones du Nord sans avoir de comptes à rendre à l'administration centrale. Au cours de la période de déploiement des forces internationales, l'État malien a non seulement perdu sa souveraineté au Nord, mais serait aussi en train de la perdre au Centre (dans la région de Mopti). Il est maintenant confronté à la multiplication des milices armées et à un pandémonium de violence. L'insécurité au Centre du Mali a ceci de complexe qu'il fait ressurgir d'anciennes rivalités entre communautés

¹ La France est associée à l'échec à cause des fortes promesses des autorités françaises : "La France est aux côtés du Mali par ses soldats mais elle est aussi aux côtés du Mali par son aide, par son soutien. Nous avons décidé d'être à vos côtés pour vous accompagner dans le redressement économique ; dans la renaissance de vos services publics, pour l'éducation, la santé, la sécurité. Nous contribuerons à la réédification des sites culturels maliens. (...) Nous payons aujourd'hui notre dette à votre égard.", Discours de François Hollande à la Place de l'Indépendance de Bamako le 2 février 2013.

notamment pour l'accès aux ressources naturelles (eau, terre et pâturage). Les conflits se superposent à la réalité du changement climatique qui rend de plus en plus rares les ressources en eau. Cela engendre inévitablement des conséquences sur la disponibilité des stocks végétales, mais aussi sur la production agricole et halieutique. Le changement de régime politique et ses nombreuses conséquences sur la gestion de la sécurité rendent davantage la situation incertaine.

L'accession du colonel Assimi Goïta au fauteuil présidentiel en août 2020 est largement perçue comme le résultat de l'échec militaire de Barkhane et de l'effondrement d'autres services essentiels du pays. Ces facteurs ont légitimé toutes ses décisions en matière de sécurité. Outre la demande de retrait des troupes françaises déjà formulée, le retrait de Mali du G5 Sahel a été suivi par le retrait de la MINUSMA, à la demande de l'administration centrale malienne. Plus de 12 600 casques bleus de pays européens comme l'Allemagne et la France, ainsi que de pays africains comme le Niger et la Gambie, devront se retirer progressivement du Mali. Les limites de l'action sur le terrain de la MINUSMA ont été nombreuses, notamment lorsqu'entre 2016 et 2017, les plus graves attaques intracommunautaires de l'histoire du pays ont eu lieu au centre du Mali (cercles de Bankass, Koro, Douentza, région de Mopti), fondées sur des litiges fonciers ancestraux. L'incapacité des autorités locales à faire de la médiation et arbitrer les conflits fonciers se situe à l'origine de leur récurrence et de leur intensification. Cette absence des acteurs étatiques a créé une situation de conflictualité permanente affaiblissant la cohésion sociale des communautés locales (Bouju, 2020).

Les violences intercommunautaires ont eu lieu dans un contexte de forte présence des forces internationales, en particulier des composantes de la MINUSMA. Le rôle de médiation qu'elle devait jouer sur le terrain est donc remis en question par la société civile qui réclamait à la mission de l'ONU des éclaircissements et de meilleures informations sur le travail que font les casques bleus dans leur mandat de protection de civiles². L'extension du conflit dans le Nord, ainsi que la capacité des groupes armés à consolider leur souveraineté dans le territoire contesté du Nord (Azawad) malgré la présence d'opérateurs de sécurité tels que Barkhane, a donc servi de fenêtre d'opportunité pour un changement de stratégie à Bamako. La nouvelle dynamique stratégique consiste à diversifier le partenariat et chercher le soutien de nouveaux

²<https://minusma.unmissions.org/r%C3%A9gions-du-centre%20-la-minusma-explique-%C3%A0-la-soci%C3%A9t%C3%A9-civile-son-nouveau-mandat-et-le-programme-de>

acteurs qui, en plus d'affirmer leur respect à la souveraineté du Mali, n'ont pas de passé colonial avec le pays. Ce dernier point est fondamental, la Russie s'est présentée à ce pays du Sahel comme une puissance opposée au « néo-colonialisme » des occidentaux mais capable, contrairement au rôle de la France, d'être un « pourvoyeur de sécurité » et surtout un partenaire fiable pour s'engager à la récupération des territoires occupés par les insurgés.

L'enquête sur le Mali s'est donc déroulée dans ce contexte de changements internes et géopolitiques qui sont parmi les plus importants de l'histoire contemporaine de ce pays. Le contexte dans lequel s'est opéré le changement de régime et les mobilisations sociales sans précédent sont le résultat d'une triple crise : politique, économique et sécuritaire. Cette dernière a été un facteur déterminant de la contestation sociale née du désenchantement général de la population après plusieurs années de présence de l'opération Barkhane et d'autres opérateurs internationaux. Les résultats de ces opérateurs de maintien de la paix, tels que la MINUSMA, le Task Force Takuba, EUTM et EUCAP, n'ont pas permis de relever le défi de la protection des citoyens, du démantèlement et de l'élimination des organisations armées, qui se sont multipliées en même temps que les dispositifs de sécurisation se sont accrus.

Du déploiement des troupes françaises en 2013 au lancement de cette enquête de perception en janvier 2023, les critiques à l'égard des forces internationales se sont considérablement accrues. Dans cette période de fortes tensions, l'équipe du LASPAD a entrepris d'explorer les perceptions des citoyens maliens sur la question de la sécurité humaine de manière générale. Cette enquête s'intéresse notamment à l'environnement et aux risques sécuritaires dans les quartiers de Bamako. Elle met un accent particulier sur les dispositifs de sécurité qui ont fait du Mali un théâtre international de la sécurisation. Au-delà de la construction d'un récit qui dépeint le Mali comme un pays avec des "zones grises" "incontrôlées" et "non gouvernées", qui a légitimé la présence des forces spéciales américaines sous l'ancien président Amadou Toumani Touré (TCA) et plus récemment le déploiement des troupes françaises, il est essentiel d'interroger les citoyens sur leur perception de ces mécanismes conçus pour leur propre protection.

Outre les OMP, cette enquête s'interroge sur les facteurs climatiques du conflit malien dans un contexte de complexification de la gestion des territoires et des ressources pour la survie des populations. L'étude analyse comment les ressources naturelles sont devenues des

facteurs multiplicateurs des violences entre communautés. Elle cherche aussi à analyser la part du climat dans des situations conflictuelles très anciennes entre ethnies d'un terroir multiculturel.

Enfin, le Mali est exposé à des niveaux élevés d'insécurité humaine en raison de sa pluralité religieuse et des différentes tendances au sein de l'Islam en tant que religion prédominante. L'objectif de faire la différence entre la laïcité et l'indifférence étatique sur le champ religieux nous amène à réfléchir sur les politiques publiques et l'implication des acteurs étatiques dans la gestion de la diversité religieuse. Cet objectif nous pousse également à nous intéresser à comment les États africains doivent repenser l'architecture de la gouvernance institutionnelle en matière de laïcité. La cohésion sociale et la qualité du vivre-ensemble étant une responsabilité de l'État, notre enquête intègre ainsi la notion de sécurité religieuse comme une des composantes de la sécurité humaine.

En résumé, les opérateurs sécuritaires du soft power (EUTM, EUCAP) et du hard power (Barkhane), ainsi que les effets du changement climatique et les conflits sociaux au Mali à travers les courants religieux émanant de l'Islam (soufisme, wahhabisme et chiisme) marquent les dynamiques présentes et futures de sécurisation du pays. En ce sens, ils se définissent comme des enjeux majeurs pour la survie de l'État et sont, de ce point de vue, pertinents à étudier.

Méthodologie

L'analyse des trois dimensions sécuritaire, religieuse et environnementale dans un contexte marqué par une hyperproduction de violence est un exercice délicat. Le lien à priori évident qui relie ces concepts mérite une réflexion plus approfondie. De plus, l'urgence de mettre en place une action de prévention efficace de cette violence rend aussi nécessaire une meilleure compréhension de celle-ci ainsi que de ses mécanismes d'éradication. Ces dynamiques de prise en charge de la question sécuritaire faites d'idées, d'actions humaines et de paradigmes en constante transformation nécessitent donc une étude actualisée avec les populations, principales concernées des enjeux sécuritaires.

L'approche par enquête quantitative est complétée par une mise en perspective à l'aide de l'avis d'acteurs influents du secteur de la violence, de l'éducation, de la sécurité, de l'environnement et du religieux au Mali. Le prisme disciplinaire privilégie donc les sciences

humaines et sociales au sens large. En effet, la présente étude est menée par une équipe interdisciplinaire de chercheurs, de citoyens et d'universitaires sahéliens concernés par ces différentes menaces sécuritaires. À partir d'une démarche hypothético-déductive nous postulons donc pour une entrée privilégiant l'enquête quantitative et ethnographique. La démarche méthodologique a consisté, d'une part à interroger les habitants ; et d'autre part, à recueillir le narratif d'acteurs et mener une observation participante. Elle a aussi consisté à mettre à contribution les ressources scientifiques disponibles afin de prendre en compte les approches déjà existantes sur la question. L'état des recherches et des acquis en socio-anthropologie, en science politique, en stratégies sécuritaires est largement visité pour comprendre la réalité sécuritaire.

En définitive, l'enquête s'inscrit dans une démarche inductive croisant les approches qualitative et quantitative. Elle s'articule autour de trois volets d'investigation : une recherche documentaire, une étude de perception auprès de la population dans six quartiers de Bamako et périphérie ; et des entretiens auprès de représentants de la société civile et d'acteurs politiques et sécuritaires.

Elle a été effectuée du 18 au 27 février 2023 inclus auprès de 506 citoyens maliens répartis dans 5 quartiers de Bamako : Hippodrome, Sabalibougou, Samé, Niamokoro et Faladié. Pour des soucis d'équilibre et de représentativité, les enquêtés de chaque quartier représentent entre 19 et 20% de l'échantillon.

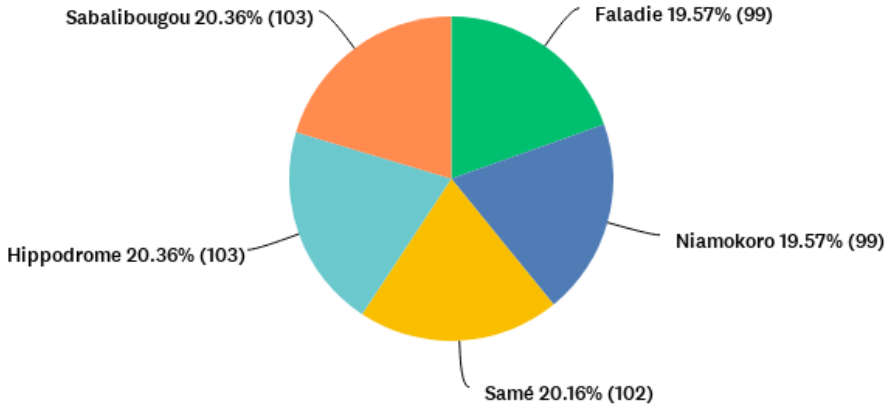


Figure 1. Répartition des enquêtés par quartier

1.1. Choix des quartiers

Les quartiers ont été choisis selon leur réputation sécuritaire obtenue par enquête qualitative auprès d'analystes et acteurs de la sécurité. L'objectif est de diversifier les quartiers selon le rendu sécuritaire (très sécurisé, moyennement sécurisé et peu sécurisé).

Cette catégorisation a abouti au classement suivant :

Tableau 1. Répartition des quartiers selon le rendu sécuritaire

Quartier	Niveau sécuritaire
Hippodrome	Très sécurisé
Faladié	Moyennement sécurisé
Samé	Moyennement sécurisé
Sabalibougou	Peu sécurisé
Niamokoro	Peu sécurisé

1.2. Profil de l'échantillon

La plupart des enquêtes ont été menées en Bambara (68,91%) et en Français (29,7%). Une faible portion a été menée en Bamanankan (1,39%).

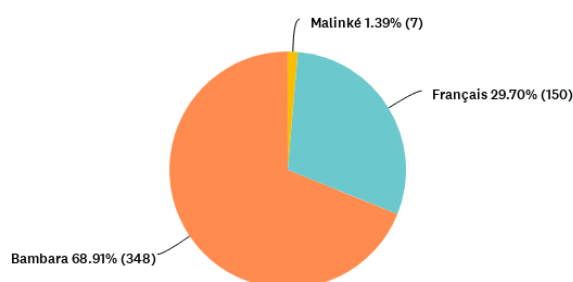


Figure 2. Langues de l'enquête

La répartition par sexe dénombre 37,75% de femmes et 62,25% d'hommes. La majorité des hommes par rapport aux femmes s'explique en partie par la réticence de ces dernières interpellées dans la rue et par une primauté pour les hommes dans le cas où les enquêtes ont été menées dans les maisons.

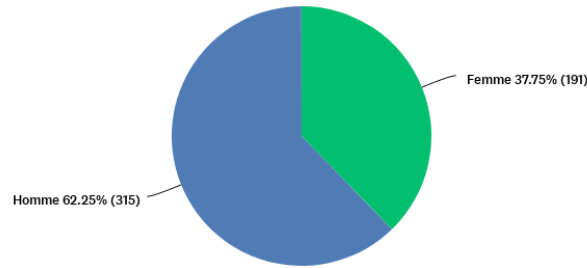


Figure 3. Répartition des enquêtés par sexe

La population enquêtée est jeune : les moins de 40 ans représentent près de 2/3 des interrogés. Les 30-39 ans sont les plus représentés (27,08%) suivis des 25-29 ans (24,51%). Il est aussi intéressant de remarquer la faible présence des 18-24 ans qui, avec les 50-59 ans représentent (11,86%). Ce qui est moins que les 40-49 ans qui représentent 17,98%. Enfin, la classe des plus de 60 ans est la moins représentée avec 6,72%.

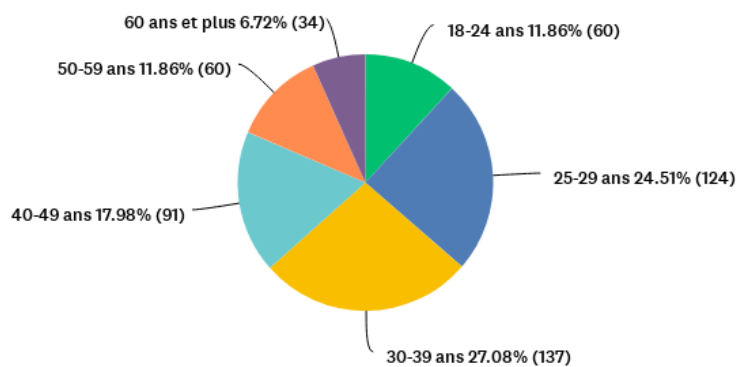


Figure 4. Répartition des enquêtés par âge

Les enquêtés parlent essentiellement Bambara (85,38%). Nous notons également la faible présence d'autres langues (moins de 15%) telles que le Peul (3,75%), le Songhaï (2,96%), le Haoussa (1,19%) et le Mooré (0,79%).

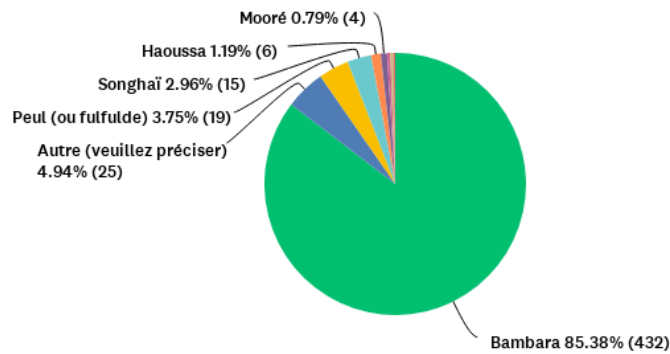


Figure 5. Première langue des enquêtés

À l'image de la langue bambara, la grande majorité des enquêté.e.s s'identifie à l'islam (91,11%). Les autres religions (ou tendances religieuses) à savoir le catholicisme (3,56%), le protestantisme (0,59%) et l'animisme (3,75%) représentent moins de 10% de l'échantillon.

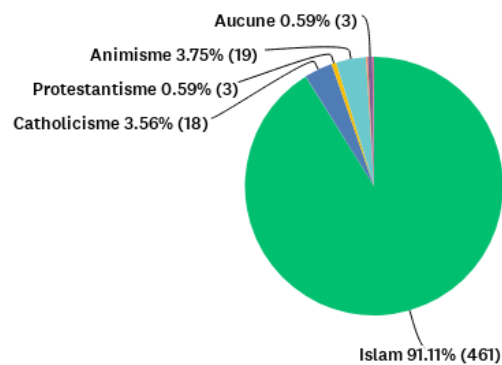


Figure 6. Répartition des enquêtés par religion

Les plus représentés chez les musulmans interrogés sont ceux qui ne s'identifient à aucune tendance (40,13%) suivis de ceux qui se reconnaissent dans le sunnisme traditionnel (39,48%). À l'inverse, les salafistes et réformistes modernistes sont très peu représentés avec 4,77%.

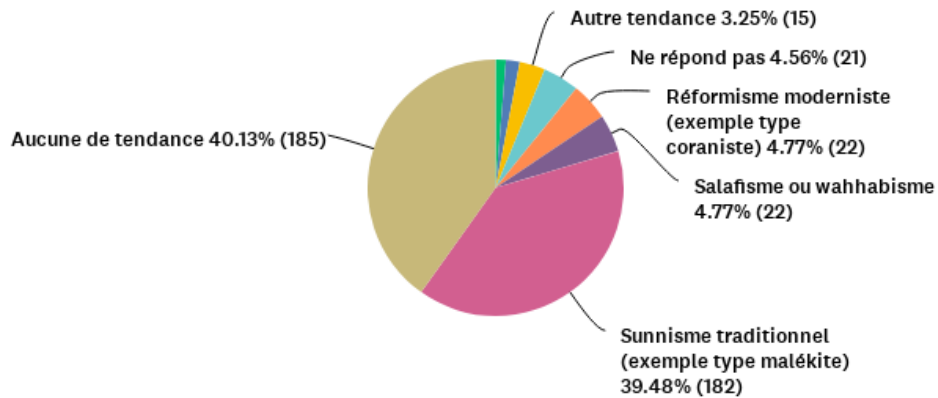


Figure 7. Tendances religieuses des musulmans enquêtés

La plupart des enquêtés est mariée. 38,74% sont en régime monogame et 33,99% en régime polygame. Ils sont suivis des célibataires (22,33%). Moins de 5% sont soit veuf-ves (3,36%), divorcé.e.s (0,79%) ou séparé.e.s (0,40%).

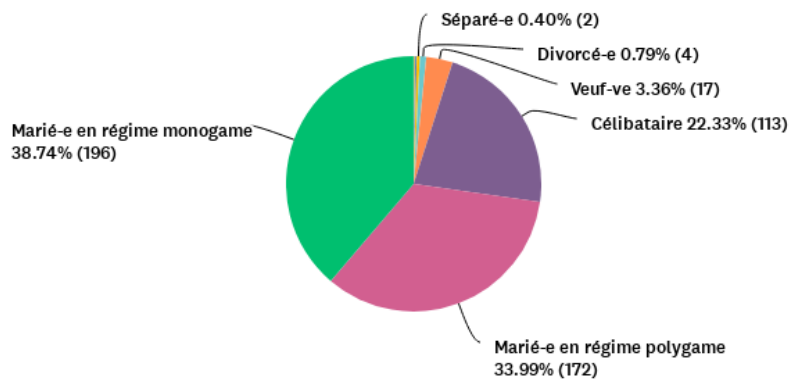


Figure 8. Situation matrimoniale des enquêtés

Les $\frac{3}{4}$ des enquêtés ont au moins 1 enfant. Les parents de 4 à 6 enfants représentent 21,94%. Ils sont suivis de ceux qui ont 2 enfants (16,40%), 3 enfants (14,03%) et plus de 6 enfants (7,91%). Les enquêtés sans enfant représentent 24,51%.

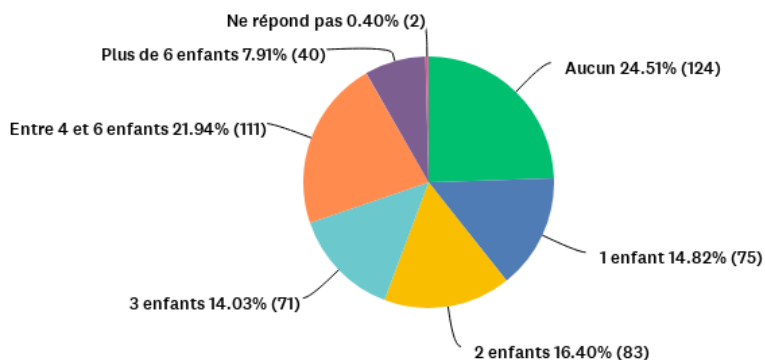


Figure 9. Paternité des enquêtés

S'agissant de la nationalité, près de 97% des interrogés sont Maliens. On note aussi la présence de Nigériens (2,37%) et de Burkinabé (1,58%). Les autres nationalités, faiblement représentées (0,59%), sont la Côte d'Ivoire et le Sénégal.

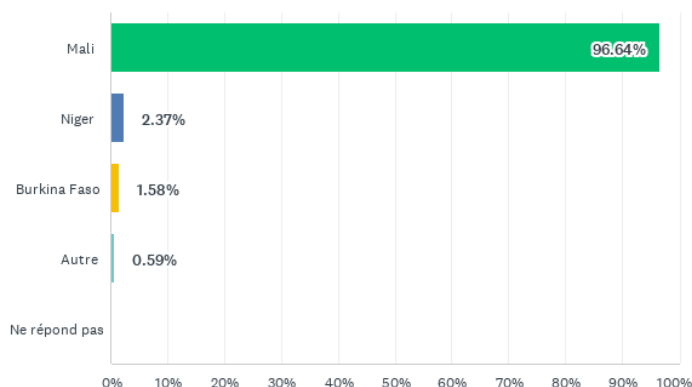


Figure 10. Nationalité des enquêtés

La majorité des interrogés est instruite : 10,28% affirment avoir fréquenté l'école primaire, 11,66% ont pu atteindre le secondaire ou le lycée, 27,7% l'université et 8,3% ont suivi un cursus non-officiel de type daara ou madrasa. Enfin, plus d'un quart (27,08%) disent n'avoir subi aucune instruction.

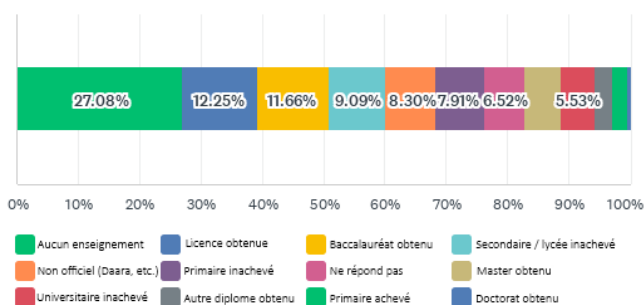


Figure 11. Niveau d'instruction des enquêtés

La plupart des enquêtés sont des travailleurs indépendants (41,70%). À cet effet, 25% affirment ne pas toucher de salaire mensuel. Seuls 1,3% gagnent plus de 300.000 CFA par mois. La majorité de ces travailleurs du secteur informel gagnent au plus 100.000 CFA par mois : 7,31% inférieur à 20.000 CFA, 16,60% entre 21.000 et 50.000 CFA, 17,59% ente 51.000 et 100.000 CFA.

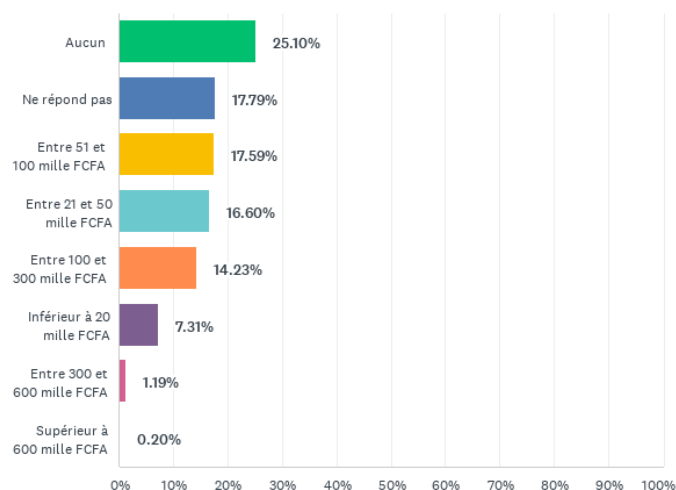


Figure 12. Revenu mensuel des enquêtés

L'échantillon respecte une répartition équilibrée entre les quartiers. Il représente toutes les tranches d'âge, mais est dominé par les hommes et les jeunes de moins de 40 ans. La grande majorité des enquêtés est instruite, parle bambara et est musulmane. Ils sont, pour la plupart, des pères et mères de famille, travailleurs indépendants avec un revenu mensuel modeste.

2. Les résultats de l'enquête Mali 2023

2.1. L'ICS Mali 2023

Rappelons que l'indice citoyen de la sécurité (ICS) est une mesure synthétique des perceptions citoyennes de de la sécurité, calculée en lien avec le poids sociodémographique, politique et économique de la localité concernée : le coefficient territorial³. Il est compris entre la valeur d'insécurité maximale (-10) et celle de sécurité maximale (+10).

³ Rachid Id Yassine (dir.), Mame Penda Ba et Khalifa Diop, La sécurité citoyenne. Pour un contrôle citoyen de l'action publique sécuritaire en Afrique : le cas de la Sénégal, Saint-Louis, UGB LASPAD, novembre 2020 (www.citizen-security.org)

L'Indice Citoyen de Sécurité de Bamako en 2023 est égal à 5,74, ce qui place la localité en situation de sécurité mauvaise.

Tableau 2. Classement des quartiers de Bamako selon l'ICS

PAYS	ICS1	LOCALITÉ	ICS2	QUARTIER	ICS3	Situation
Mali	5,74	Bamako	5,74	Hippodrome	5,89	En sécurité mauvaise
				Samé	5,97	En sécurité mauvaise
				Sabalibougou	5,14	En sécurité mauvaise
				Niamokoro	5,42	En sécurité mauvaise
				Faladié	6,09	En sécurité bonne

Il est important de rappeler que l'ICS du pays est la moyenne de ceux des différentes localités enquêtées. Pour l'enquête Mali, l'ICS correspond à celui de Bamako qui reste la seule localité de l'échantillon. L'analyse du classement des quartiers montre qu'ils sont tous dans une situation de sécurité mauvaise, à l'exception de Faladié qui affiche un score de 6,09. Sabalibougou est le quartier le moins sécurisé de Bamako (5,14), suivi de Niamokoro (5,42), d'Hippodrome (5,89) et de Samé (5,97).

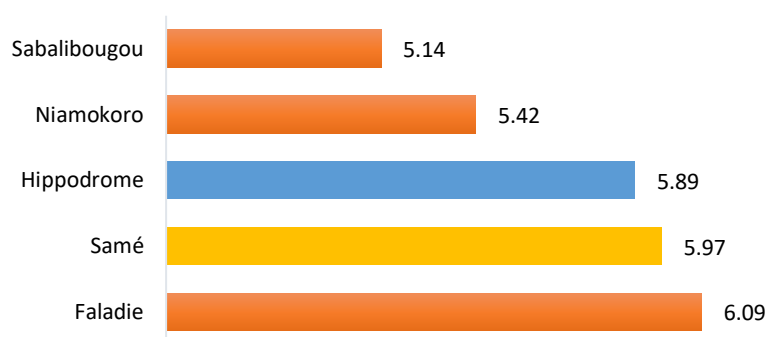


Figure 13. Classement des quartiers selon l'ICS 2023

2.2. Analyse des résultats

UN ENVIRONNEMENT SÉCURITAIRE INQUIÉTANT

Nous rappelons que l'ICS global est la moyenne des ICS de chaque dimension. Pour l'environnement sécuritaire, nous analysons les principales difficultés et dangers, la qualité de vie (y compris la cohésion sociale) et le sentiment de sécurité. Selon cette dimension, les quartiers enquêtés à Bamako ont une perception de l'environnement sécuritaire alarmante (- 0,01). Bien que la perception soit contrastée, tous les quartiers sont entre une

situation de sécurité médiocre (Faladié et Hippodrome) et d'insécurité alarmante (Samé, Sabalibougou et Niamokoro).

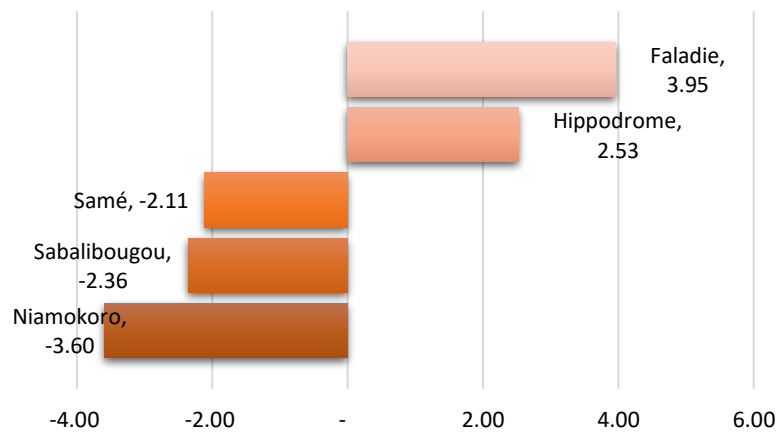


Figure 14. Classement des quartiers selon l'ICS spécifique à l'environnement sécuritaire

L'une des variables témoins de l'environnement sécuritaire est la principale difficulté que vivent les citoyens. À cet effet, la plus grande partie des habitants interrogés à Bamako identifie **l'accès à l'emploi et au chômage** ainsi que **l'insécurité et l'accès aux forces de sécurité** comme principales difficultés dans les quartiers (13,83%). Ensuite vient **la circulation routière et la mobilité** selon 13,64% des répondants et **l'accès à la consommation** pour 10,47%. L'analyse montre aussi que **l'accès à la justice** (0,59%), à **l'éducation** et à **la propriété foncière** (0,99%) ainsi qu'aux **soins médicaux** (2,57%) ne sont pas considérés comme principales difficultés par au moins 97% des habitants.

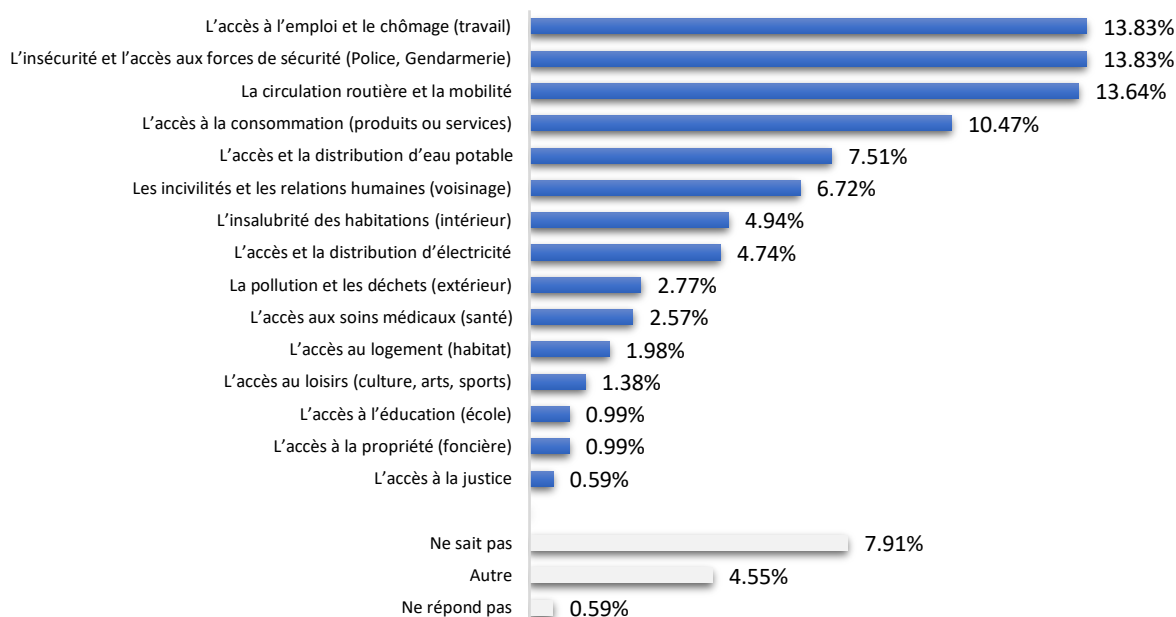


Figure 15. Principale difficulté des habitants de Bamako

Toujours concernant l'environnement sécuritaire, les enquêtes ont permis d'apprécier une bonne cohésion sociale dans les quartiers. En effet, seuls 9,09% estiment que les bamakois ne sont jamais solidaires. En revanche, 48,02% pensent que la solidarité entre habitants est fréquente et 29,25% que c'est occasionnel.

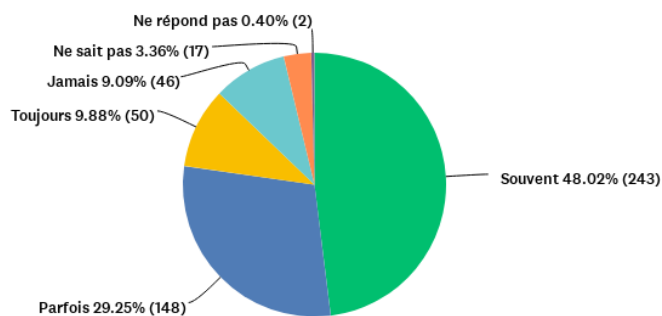


Figure 16. La cohésion sociale à Bamako

À propos de la qualité de vie, la tendance est plutôt mitigée entre ceux qui pensent qu'elle est plutôt bonne et ceux qui estiment qu'elle ne l'est pas. En effet, Un peu plus de la moitié des Bamakois estiment vivre plutôt bien dans leur quartier (55,73%), tandis que 40,12% pensent le contraire (plutôt mauvais). Parmi ces derniers, 8,89% estiment que la qualité de vie est très mauvaise, seuls 2,37% pensent qu'elle est très bonne.

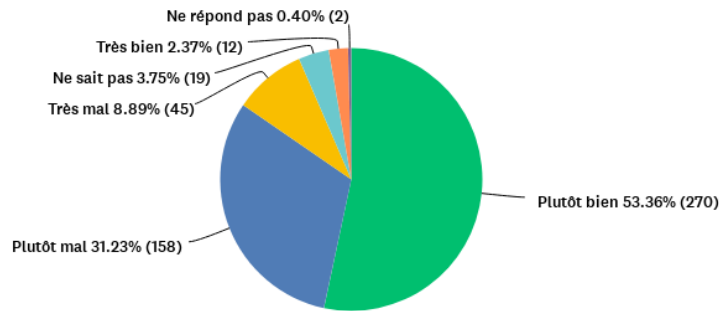


Figure 17. La qualité de vie à Bamako

Si la difficulté que vivent les habitants pèse sur leur perception de l'environnement sécuritaire, le principal danger auquel ils sont confrontés quotidiennement l'est davantage. Pour les bamakois, ce sont d'abord **les incivilités et la délinquance** (37,94%), et **la criminalité organisée** (21,34%). Il est aussi intéressant de noter que le terrorisme, les groupes armés ainsi que les violences liées à la radicalisation ou l'extrémisme religieux n'ont jamais été cités par les répondants.

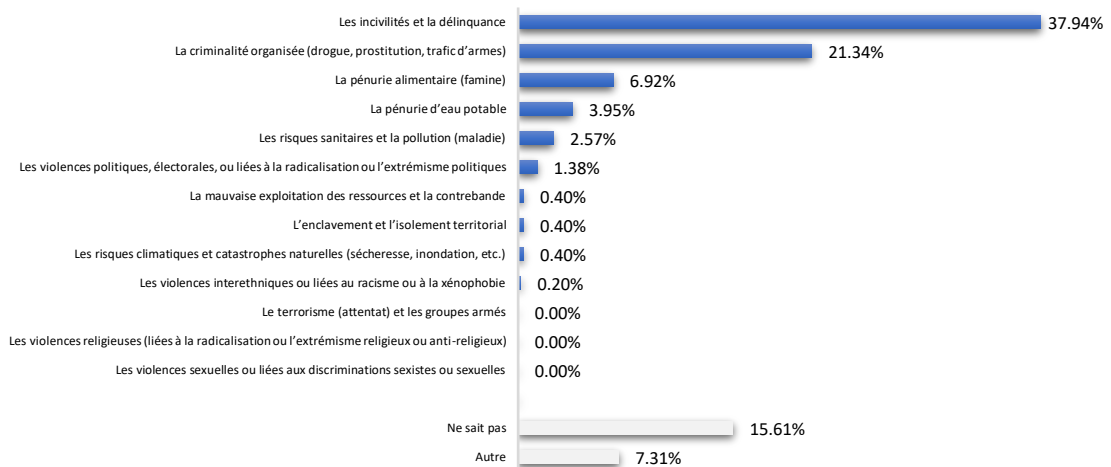


Figure 18. Principal danger à Bamako

Le sentiment de sécurité est la variable la plus décisive pour interpréter l'environnement sécuritaire. **À Bamako, c'est le sentiment d'insécurité qui domine pour 51,38% des enquêtés.** En effet, 38,34% se sentent peu en sécurité et 13,04% estiment qu'ils ne sont pas du tout en sécurité. Toutefois, 46,44% se sentent en sécurité parmi lesquels 6,52% sont très en sécurité.

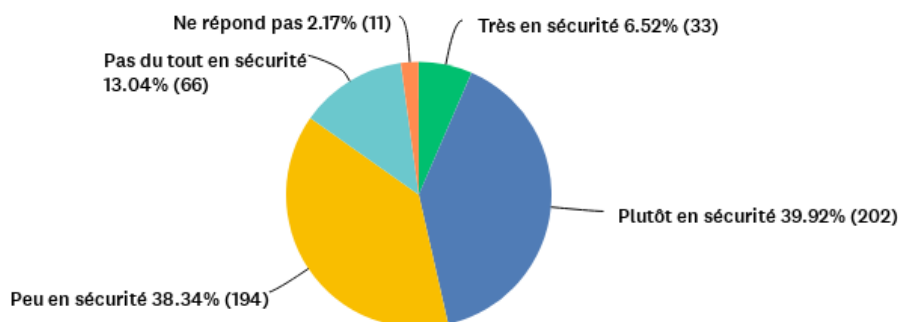


Figure 19. Sentiment de sécurité

Si l'on compare les différents quartiers, l'on constate que la dominance du sentiment d'insécurité est localisée dans les quartiers de Samé, Niamokoro et Sabalibougou. C'est d'ailleurs dans ce dernier quartier que le sentiment d'insécurité est plus marqué : 17% de ceux qui se sentent en insécurité y habitent, contre seulement 4% à Hippodrome et 3% à Faladié. Hippodrome et Faladié sont les plus sécurisés selon la perception des enquêtés.

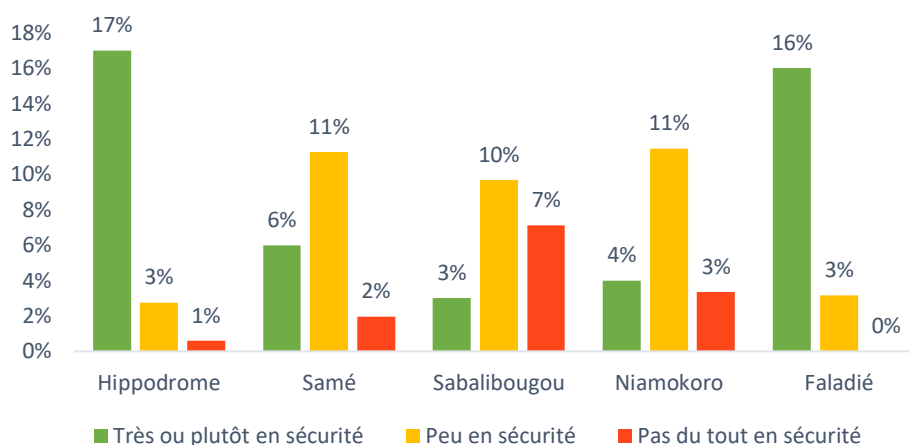


Figure 20. Comparaison du sentiment de sécurité par quartier

À titre de rappel, le classement sécuritaire initial des quartiers suggérait que les quartiers soient classés comme suit : Hippodrome = très sécurisé ; Faladié et Samé = moyennement sécurisés ; Sabalibougou et Niamokoro = peu sécurisés.

Les résultats de l'analyse du sentiment de sécurité correspondent à ce classement, sauf pour le cas de Faladié qui était initialement considéré comme « moyennement sécurisé », alors que les données le mettent dans la même catégorie qu'Hippodrome. Ce premier constat sera complété au fur et à mesure que les autres dimensions seront analysées. Il sera aussi intéressant de voir l'évolution de Samé qui n'est pas loin des quartiers peu sécurisés de Sabalibougou et Niamokoro.

En plus de la comparaison entre différents quartiers, celle par sexe montre un sentiment d'insécurité plus fort chez les femmes (56,99%) que chez les hommes. Ces derniers sont mitigés selon le sentiment de sécurité : 49,84% se sentent en insécurité pour 50,16% qui se sentent en sécurité. Pour les femmes, seuls 4,30% se sentent en très bonne sécurité, contre 8,09% d'hommes.

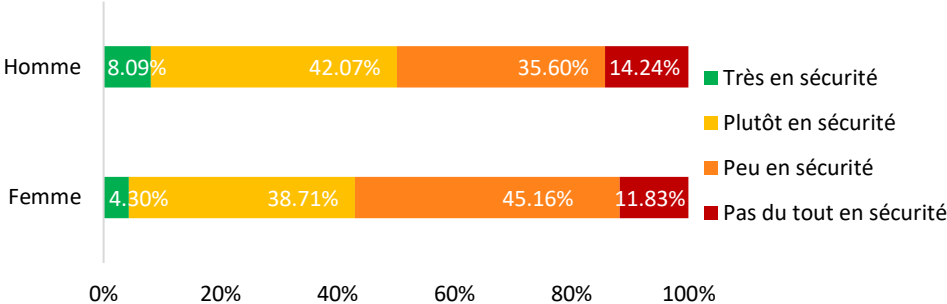


Figure 21. Sentiment de sécurité selon le sexe

L'analyse des perceptions révèle ainsi un sentiment d'insécurité dominant chez les Bamakois. Cette insécurité est plus ressentie chez les femmes que chez les hommes. Toutefois, deux quartiers semblent plus sécurisés que le reste, d'après les citoyens, ce sont Faladié et Hippodrome.

UNE TRÈS FAIBLE VICTIMATION

L'analyse du niveau de sécurité à travers l'unique dimension de la victimation place Bamako en **situation de sécurité excellente (9,77)**. Hippodrome et Faladié sont encore les quartiers les mieux placés à la lumière de cette dimension. Toutefois nous allons constater, à la lumière des autres dimensions cumulées, qu'une dimension à elle seule ne suffit pas à déterminer le niveau de sécurité d'une localité. Elle permet néanmoins d'apprécier le niveau de chaque aspect sécuritaire afin d'orienter la prise de décision.

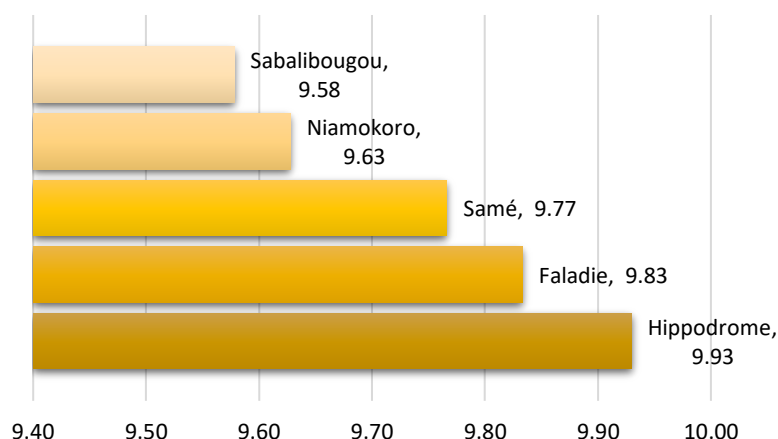


Figure 22. Classement des quartiers selon l'ICS spécifique à la victimation

Les résultats de la victimation contrastent ainsi d'avec le sentiment de sécurité. En effet, la très grande majorité des enquêtés affirme n'avoir subi aucune agression lors des 12 derniers mois précédant l'enquête. On note quelques cas d'agression verbale (6,92%) et une infime proportion d'agression physique avec ou sans arme (moins de 2%). Il en est de même pour les agressions sexuelles qui concernent moins d'1% des enquêtés.

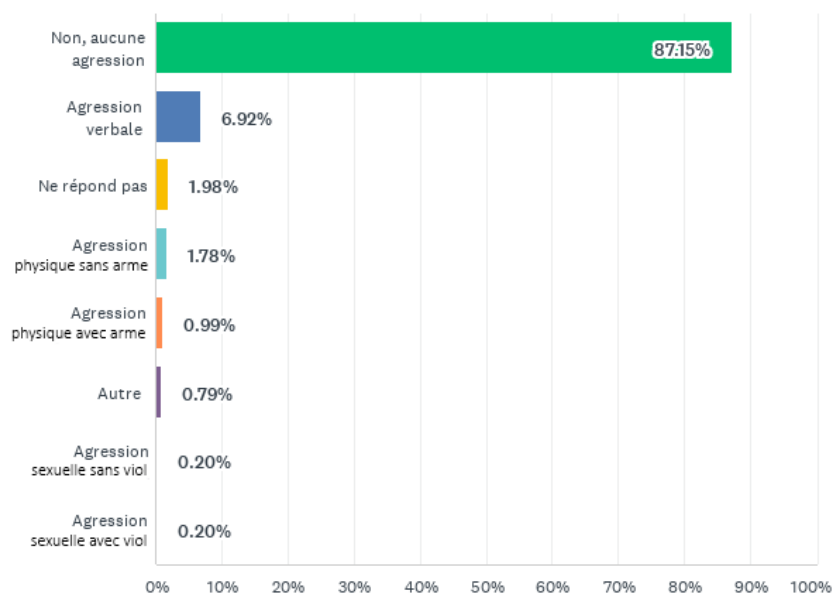


Figure 23. Répartition des enquêtés selon le type d'agression

Comme pour les agressions, la grande majorité des Bamakois n'ont pas subi de vol lors des 12 derniers mois (84%). Toutefois, 13,44% affirment en avoir subi avec ou sans arme et/ou agression physique. De plus, les cas de vol sont essentiellement sans arme et sans agression physique (9,09%). Si l'on tient compte des cas de vol avec agression physique, il y a moins d'1% d'enquêtés qui sont concernés.

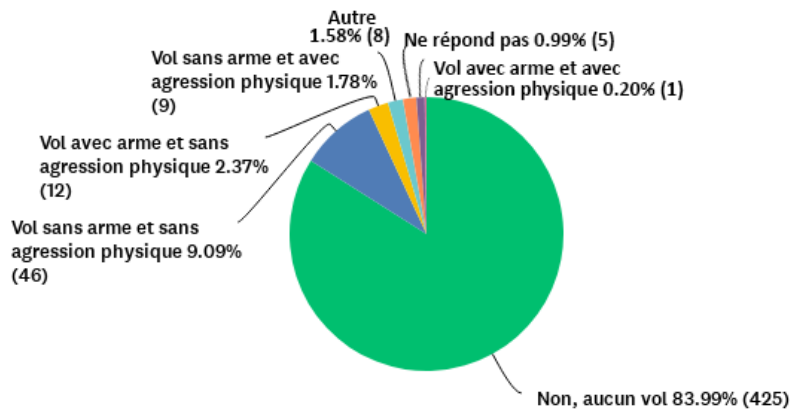


Figure 24. Répartition des enquêtés selon les cas de vol

Les cas de d'effraction et de cambriolage ne sont pas fréquents non plus. Pour 87,75% des enquêtés, il n'y a eu aucun cas de cambriolage durant les 12 derniers mois. Moins de 10% disent avoir subi un cambriolage ou effraction en leur présence ou absence.

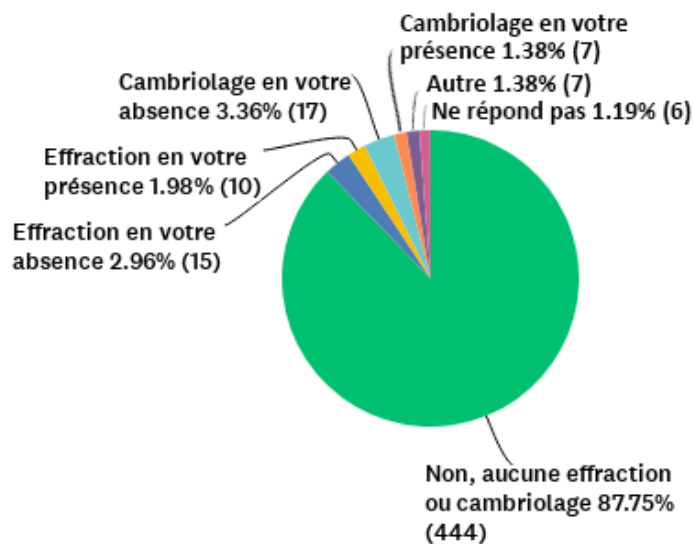


Figure 25. Répartition des enquêtés selon les cas de cambriolage

Le crime constitue la variable la plus déterminante pour apprécier la victimation. Sa faible occurrence sur plusieurs formes prévues par l'enquête (prise d'otage, enlèvement et torture) témoigne du bon niveau de sécurisation des quartiers de Bamako selon cette variable. En effet, 95,45% des enquêtés n'ont subi aucune forme de crime prévu durant les 12 derniers mois. Moins d'1% témoigne avoir vécu une prise d'otage ou de la torture.

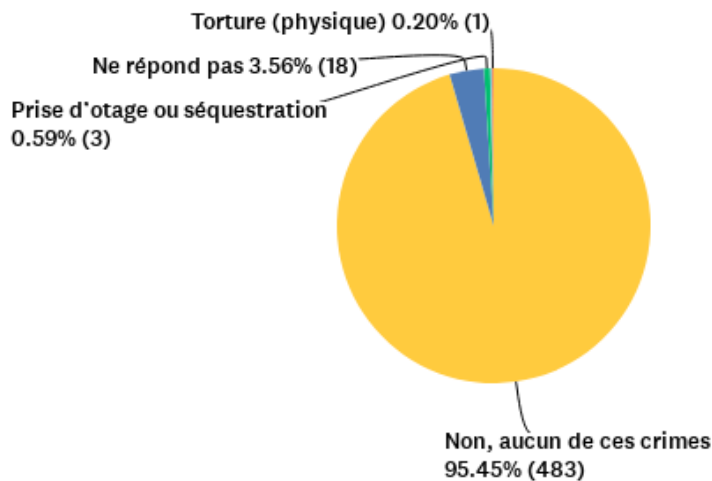


Figure 26. Répartition des enquêtés selon les crimes subis

La dimension victimation prend non seulement en compte les délits et crimes subis par les habitants, mais elle s'intéresse aussi à ce qui se passe en aval de ces situations. Elle interroge en effet les enquêtés sur les éventuelles blessures subies, s'ils ont déposé plainte, à qui et comment ils apprécient la prise en charge. Dans le contexte bamakois, les victimes déclarées sont très peu nombreuses. 98% des enquêtés n'ont jamais été victimes de blessures par suite d'un crime ou d'un délit. Parmi ceux qui déclarent en avoir été victimes, la moitié n'a pas voulu répondre à la question. L'autre moitié est mitigé entre satisfaction et insatisfaction dans la prise en charge.

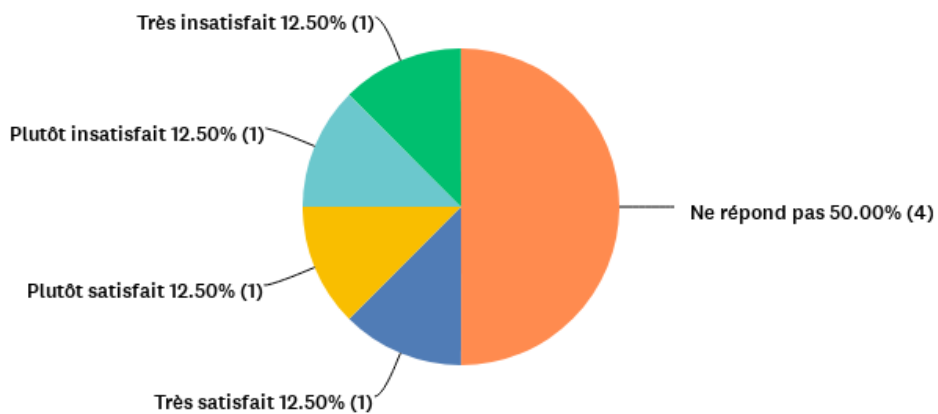


Figure 27. Appréciation de la prise en charge des blessures par les victimes

À propos de la plainte, nous notons que 42,86% s'en sont référés à la police ou à la gendarmerie contre le même nombre qui n'a déposé aucune plainte. Concernant la qualité de cette dernière, les plaignants sont divisés : 40% sont satisfaits et 40% autres insatisfaits.

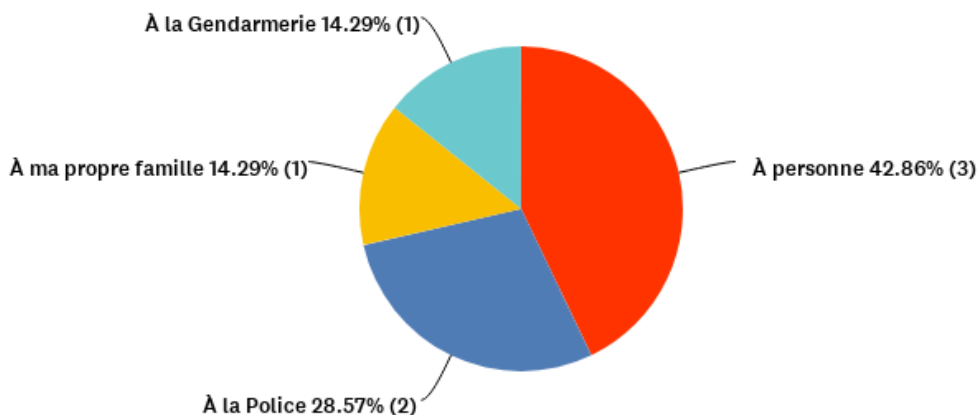


Figure 28. Répartition des victimes selon le destinataire de leur plainte

DES BAMAKOIS PEU EXPOSÉS AUX VIOLENCES

L'exposition concerne le trafic de drogue et d'armes à feu, la prostitution, le risque d'enlèvement ou de déplacement forcé et les violences politiques, religieuses, interethniques ou intercommunautaires. Comme pour la victimation, l'ICS de l'exposition place Bamako en situation de sécurité excellente (8,54). Samé est le quartier le mieux placé, tandis que Faladié reste en situation de sécurité bonne.

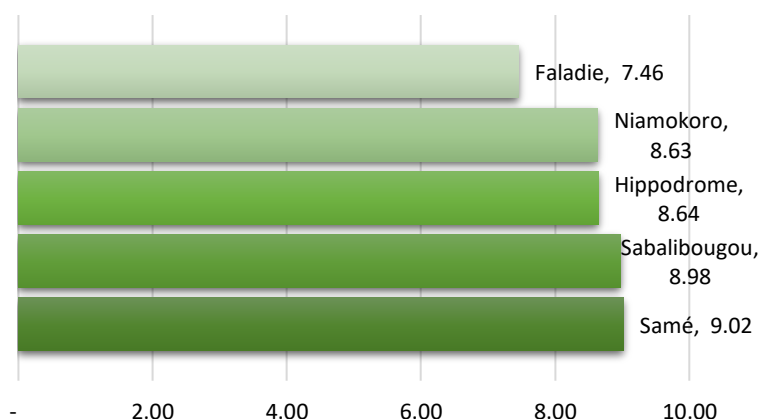


Figure 29. Classement des quartiers selon l'ICS spécifique à l'exposition

Globalement, près du tiers des Bamakois (31%) affirment être faiblement exposés au trafic de drogue. De plus pour ¼ d'entre eux (24%), cette exposition est inexistante. Toutefois, 21% disent y être fortement exposés. Sabalibougou reste le quartier le plus fortement exposé (7%

des enquêtés subissent une forte à très forte exposition) et Faladié le plus faiblement exposé (17% sont faiblement à très faiblement exposés ou ne le sont pas du tout). Il faut aussi noter le taux d'abstinance pour cette question à laquelle 23% n'ont pas voulu répondre, notamment les enquêtés de Samé (10%) et de Niamokoro (7%).

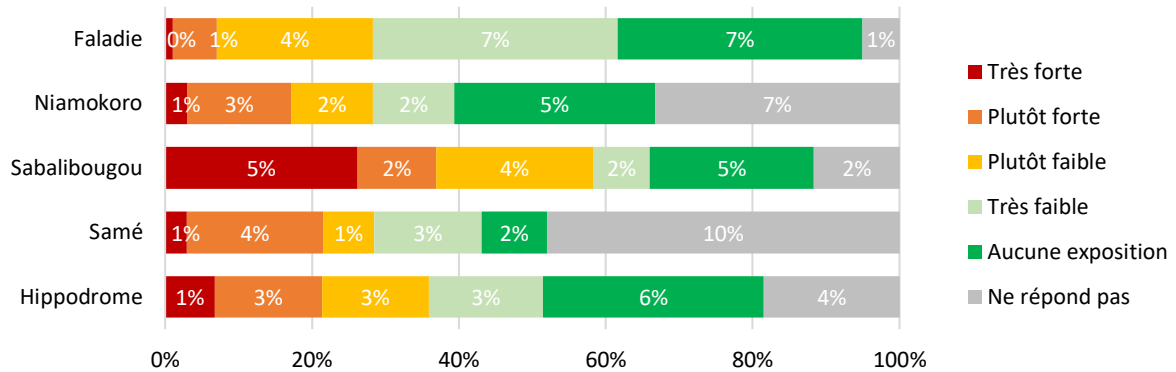


Figure 30. Classement des quartiers selon l'exposition au trafic de drogue

Concernant la prostitution, les perceptions vont aussi en faveur d'une faible à inexistante exposition (52%). Le quart des enquêtés affirme toutefois être fortement exposé à la prostitution (25%). Cette forte exposition est plus notée à Hippodrome (10% des enquêtés). En revanche, seulement 2% des interrogés fortement exposés à la prostitution sont de Faladié.

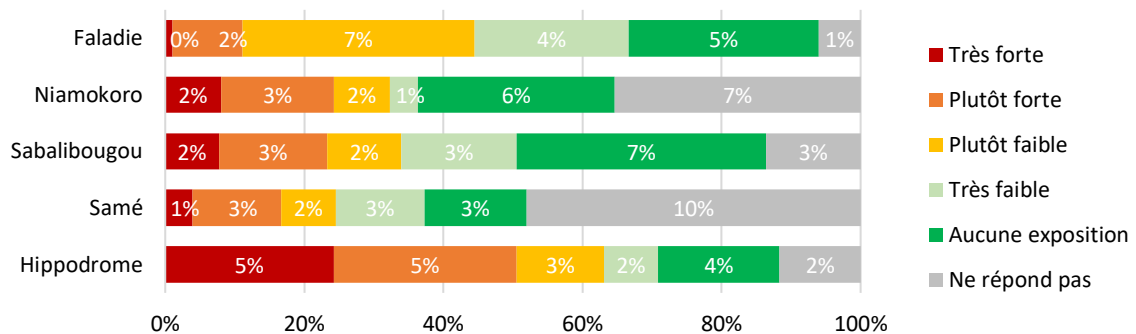


Figure 31. Classement des quartiers selon l'exposition à la prostitution

Relativement au trafic d'armes à feu, la grande majorité des enquêtés (70%) sont peu (29%) ou pas du tout (41%) exposés. En effet, seuls 3% affirment être fortement exposés à ce type de trafic. Ils sont localisés à Hippodrome (2%) et Sabalibougou (1%).

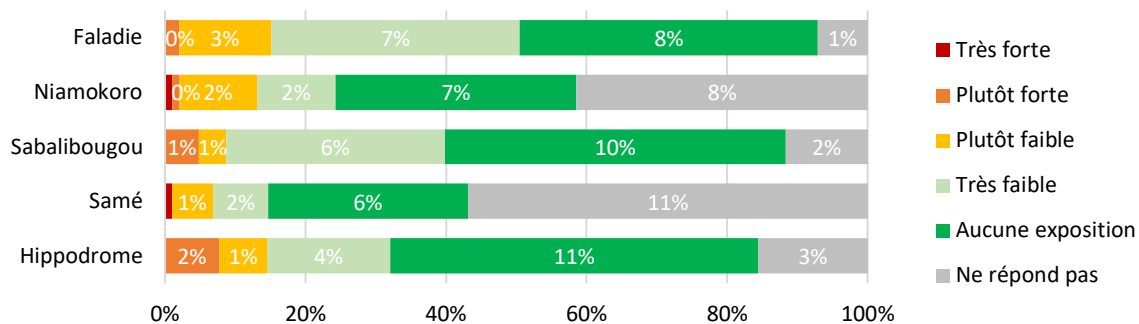


Figure 32. Classement des quartiers selon l'exposition au trafic d'armes à feu

S'agissant de l'enlèvement forcé, le risque est encore plus faible à mesure que **près du 4/5 des enquêtés affirment y être faiblement ou pas du tout exposés (78%)**. Aucun quartier ne présente un fort risque d'enlèvement. Les moins exposés selon cet indicateur sont Faladié (18%), Sabalibougou (17%) et Hippodrome (16%).

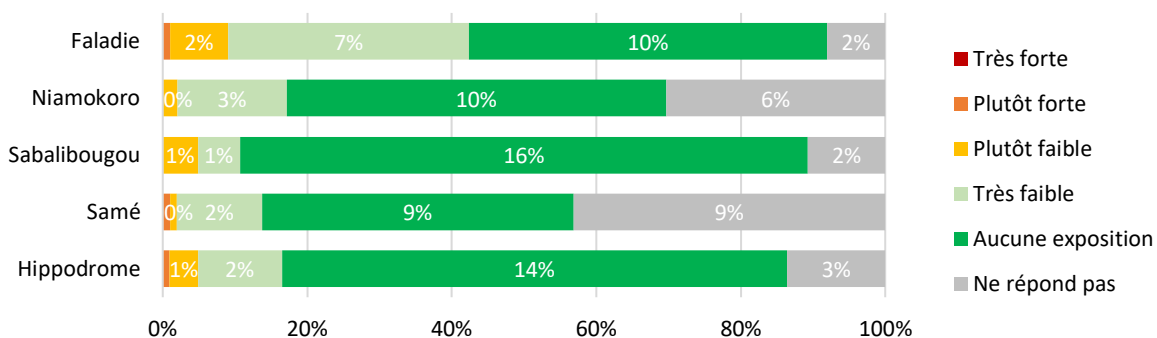


Figure 33. Classement des quartiers selon l'exposition au risque d'enlèvement

L'exposition au risque de déplacement forcé est sensiblement la même que pour les enlèvements. **La majorité des Bamakois n'y sont pas du tout exposés (58%)**. 20% affirment l'être, mais faiblement. Les quartiers de Faladié, Sabalibougou et Hippodrome sont les moins exposés (entre 17 et 18%).

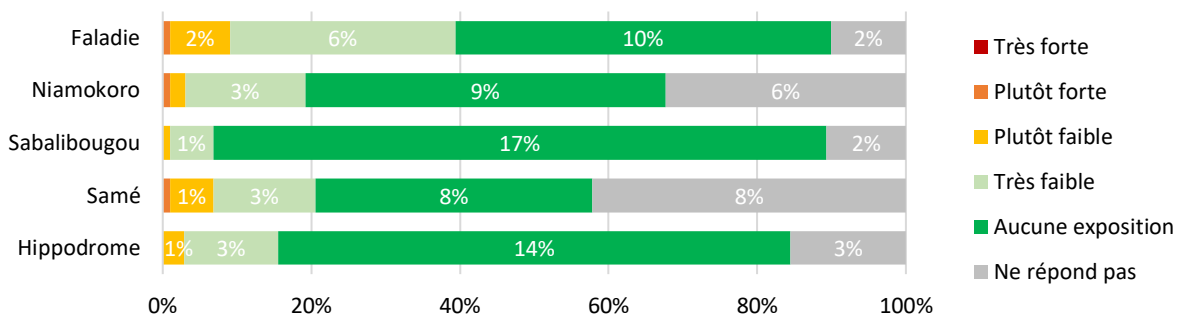


Figure 34. Classement des quartiers selon l'exposition au risque de déplacement forcé

L'exposition des populations aux violences politiques et électorales est particulièrement décisive sur l'ICS en période électorale ou politique particulière. Ainsi, son interprétation dépend pour beaucoup du statu quo politique du pays. À cet effet, **43% des interrogés estiment ne pas être exposés à ce type de violence lors des 12 derniers mois**. Pour ceux qui y sont exposés, 31% le sont faiblement et 8% fortement.

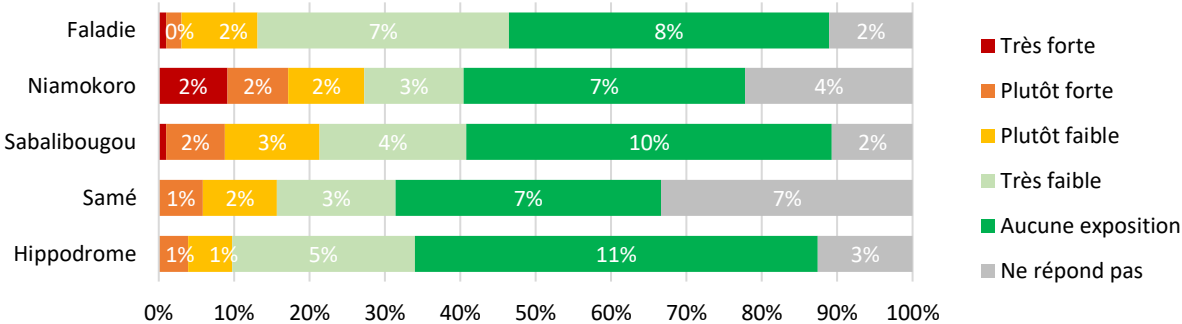


Figure 35. Classement des quartiers selon l'exposition à des violences politiques ou électorales

Si les violences politiques et électorales renseignent du contexte national, celles liées à l'extrémisme se réclamant de l'islam rendent compte du contexte sahélien. En ce sens, il est intéressant de noter qu'à Bamako, cette forme de violence est faiblement perçue. En effet, **62% des enquêtés ne sont pas du tout exposés aux violences extrémistes se réclamant de l'islam** et 21% disent y être faiblement exposés. Seul 1% des enquêtés est fortement exposé aux violences extrémistes se réclamant de l'islam.

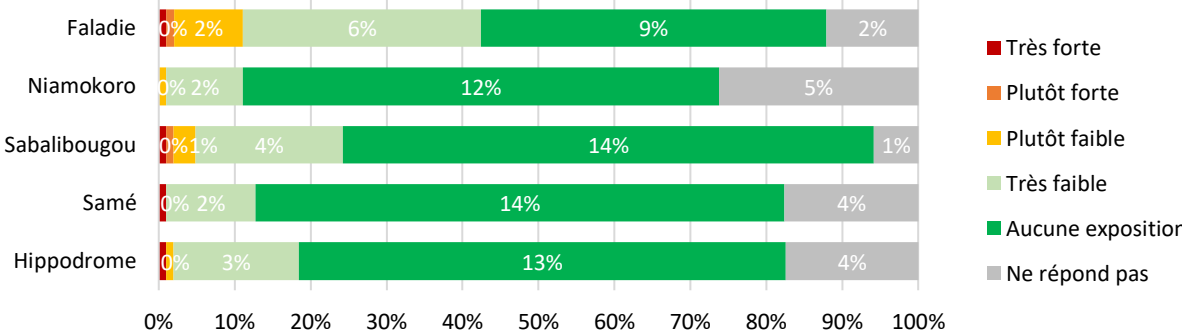


Figure 36. Classement des quartiers selon l'exposition à des violences extrémistes se réclamant de l'islam

Dans la même tendance que les violences liées à l'extrémisme se réclamant de l'islam, les violences intercommunautaires sont faiblement ressenties par les populations de Bamako : **71% n'y sont pas du tout exposés et aucun enquêté n'a affirmé l'être fortement**. Il faut noter toutefois une faible exposition de 15% des enquêtés.

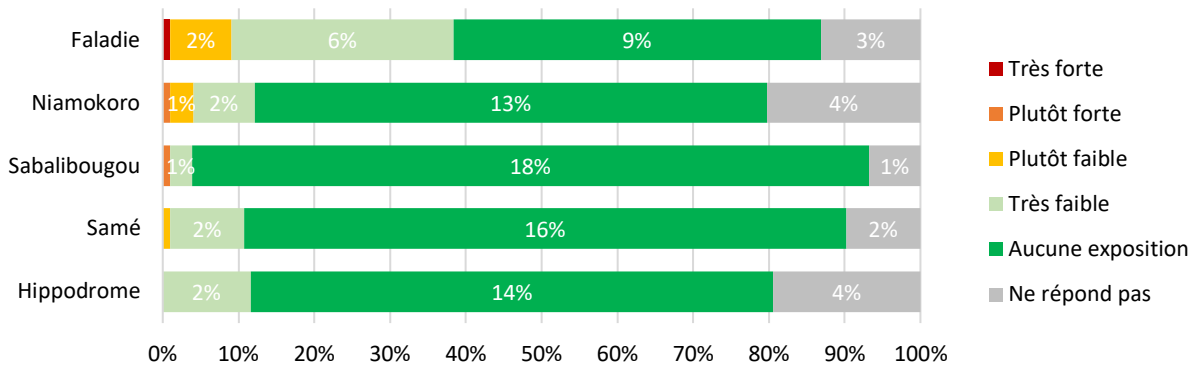


Figure 37. Classement des quartiers selon l'exposition à des violences liées à des conflits armés interethniques ou intercommunautaires

Sur la question des violences extrémistes, il faut rappeler la différence opérationnelle entre religion (islam précisément) et terrorisme. **À ce sujet, il faut noter que ¾ des enquêtés n'ont pas été exposés à un risque d'attentat sur les 12 derniers mois.** Sur l'intensité de l'exposition, aucune réponse ne fait état d'une exposition forte ou très forte. Enfin, 13% estiment être faiblement exposés à ce risque d'attentat terroriste.

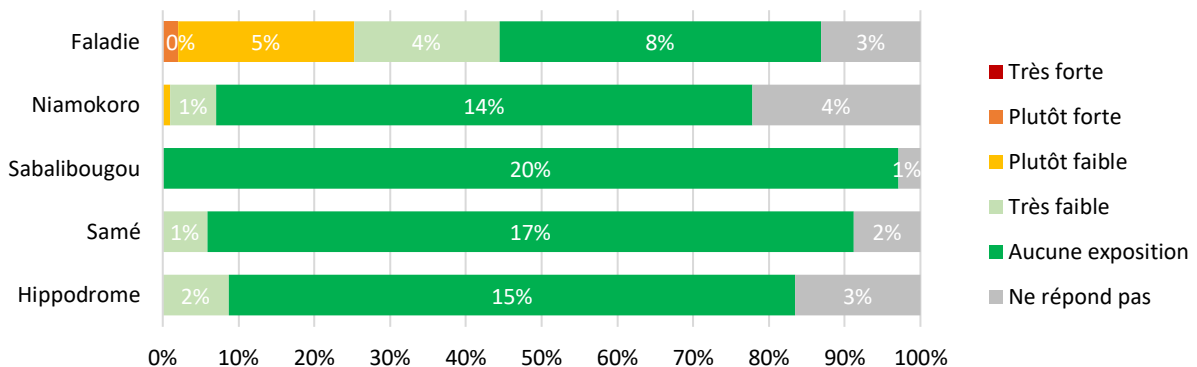


Figure 38. Classement des quartiers selon l'exposition à un risque d'attentat terroriste

Globalement, les enquêtés sont plus exposés à la prostitution et à la drogue. Cette exposition est très faible pour les violences politiques, le trafic d'armes à feu, enlèvements et déplacements forcés. Elle est encore plus faible voire inexistante pour les conflits armés, le terrorisme et l'extrémisme violent.

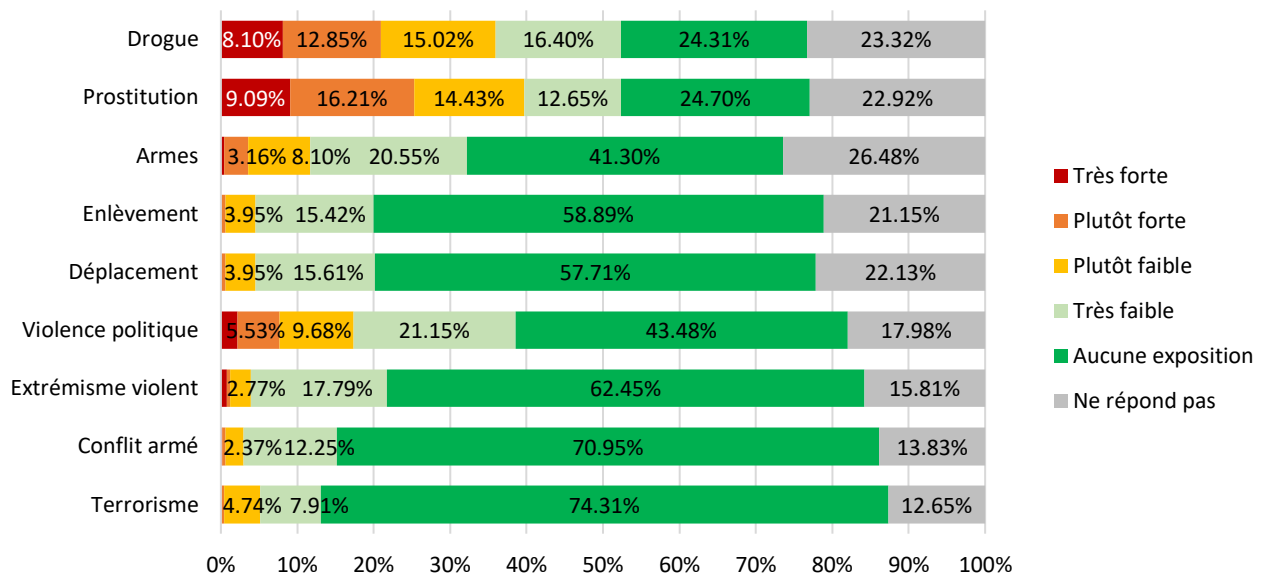


Figure 39. Répartition des niveaux d'exposition aux différents types de violence

UNE CONFIANCE AUX FDS INTACTE MALGRÉ UNE PERCEPTION CONTRASTÉE DE L'ACTION SÉCURITAIRE DE L'ÉTAT

L'action sécuritaire de l'État englobe la circulation, la surveillance, le maintien de l'ordre, la lutte contre les différents trafics ainsi que la défense et la sécurité. **L'ICS de cette dimension classe Bamako en situation de sécurité mauvaise (5,02)**. Il est aussi intéressant de lire que les résultats des perceptions de l'action sécuritaire de l'État tirent l'ICS davantage vers l'insécurité, comparé à l'environnement sécuritaire, la victimation ou l'exposition. Toutefois, il faut noter que cette perception est très contrastée selon les quartiers. En effet, on peut les classer en 3 catégories sécuritaires selon cette dimension : Hippodrome et Sabalibougou sont en sécurité médiocre (respectivement 2,87 et 3,76), pendant que Niamokoro est en sécurité mauvaise (5,41) et Samé ou Faladié en sécurité bonne (6,23 et 7,30).

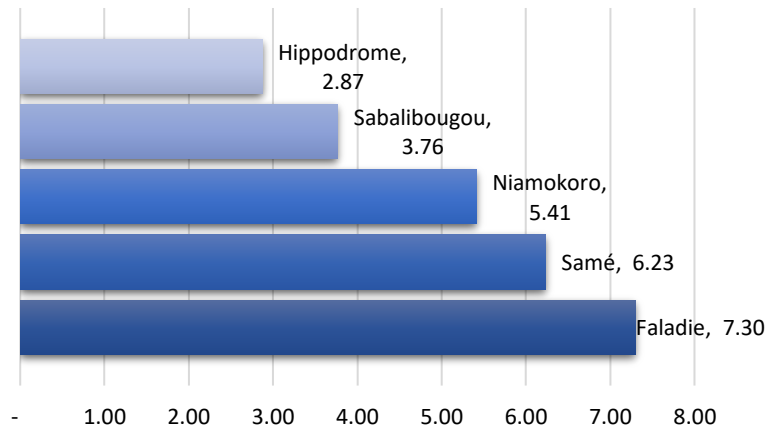


Figure 40. Classement des quartiers selon l'ICS spécifique aux actions sécuritaires de l'État

Concernant l'appréciation de l'action publique, les avis ne sont pas tranchés sauf pour le maintien de l'ordre et la défense militaire. En effet, il y a presque autant de réponses positives que négatives concernant la surveillance publique, la lutte contre la prostitution et le trafic de drogue et d'armes. En revanche l'action de la police et de la gendarmerie en matière de maintien de l'ordre est bien appréciée : la moitié des répondants (48%) juge cette action satisfaisante contre le tiers qui estime que c'est insuffisant (32%).

Il est aussi assez intéressant de constater que les répondants ont plus d'avis sur l'action militaire que sur celle des autres entités de l'État. À ce sujet, ils sont très largement satisfaits des prestations de l'armée (87%). Cette appréciation positive de l'armée est commune aux pays de la Sénégambie et du Sahel déjà enquêtés et témoigne de la confiance que ces peuples ont de l'autorité militaire.

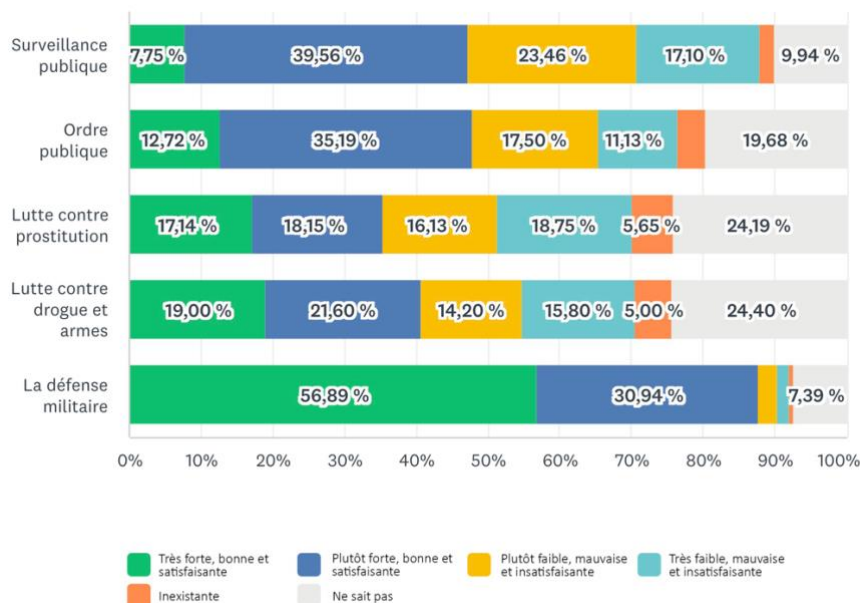


Figure 41. Répartition des répondants selon le niveau de satisfaction par type d'action sécuritaire étatique

D'ailleurs à propos de cette confiance, elle est largement donnée à l'armée par près de 95% des enquêtés ; 65% d'entre eux affirment même avoir une totale confiance à la défense militaire. Elle reste forte pour la gendarmerie (78%) et la police (65%), mais décline progressivement pour la justice (36%) et les institutions politiques (24%). Pour ces dernières, 36% des enquêtés estiment n'avoir aucune confiance.

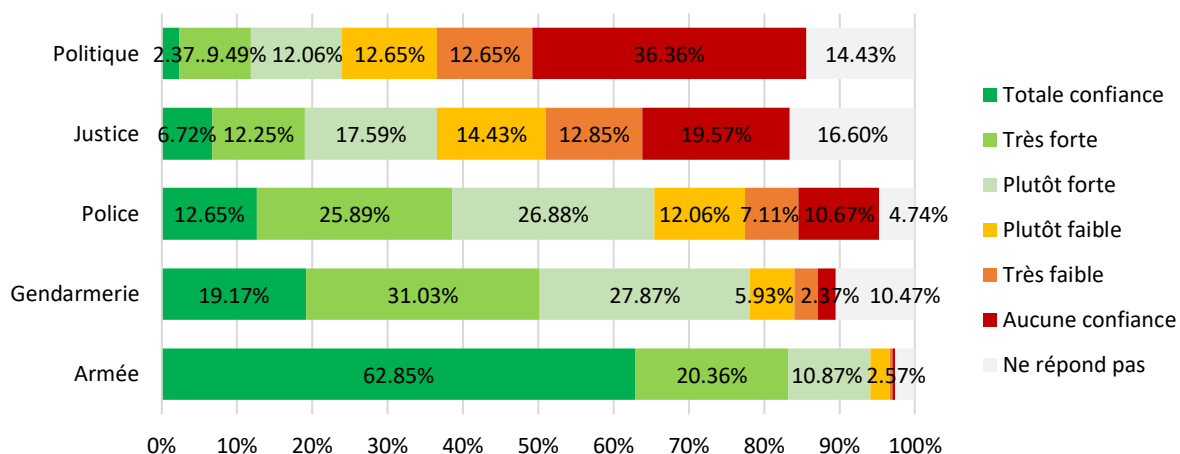


Figure 42. Répartition des enquêtés selon le niveau de confiance par acteur sécuritaire étatique

UN REGARD “SÉVÈRE” SUR L’ACTION SÉCURITAIRE INTERNATIONALE

Contrairement à l’action sécuritaire de l’armée, de la gendarmerie et de la police, celle des organisations internationales n’est pas bien appréciée. **L’ICS relative à cette dimension place Bamako dans une situation d’insécurité critique (-7,51)**. Tous les quartiers enquêtés sont défavorables à l’action sécuritaire internationale. Ceux de Faladié se considèrent même en insécurité totale si l’on se réfère uniquement à ce paramètre. Les quartiers de Niamokoro et Sabalibougou sont moins hostiles malgré qu’ils pensent être en insécurité critique.

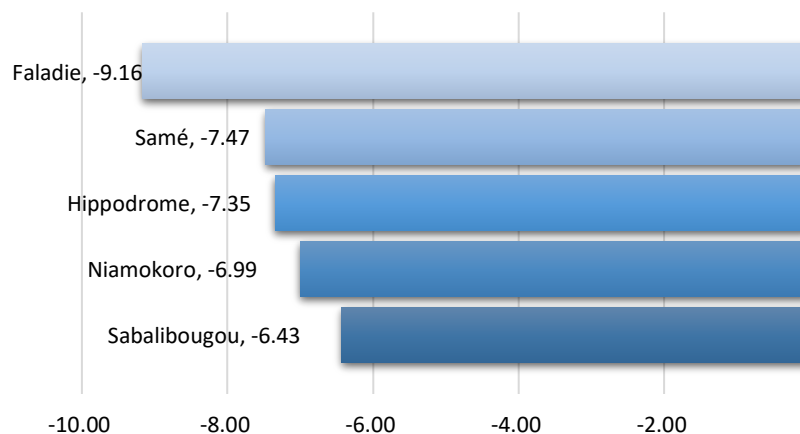


Figure 43. Classement des quartiers selon l'ICS spécifique à l'action sécuritaire internationale

Si l’on analyse les réponses par acteur international, nous notons que **près des 2/3 des enquêtés pensent que l’action sécuritaire des États-Unis, de l’ONU, de l’UA, de l’UE et de la CEDEAO est mauvaise**. D’ailleurs, le ¼ pense qu’elle est même inexistante. De l’action sécuritaire de ces organisations, celle de la CEDEAO est la plus dépréciée (par 70% des enquêtés), suivie de l’UE (58%), de l’UA (56%), de l’ONU (59%) et des États-Unis (51%). De plus, il est intéressant de noter que le tiers des interrogés disent ne pas savoir.

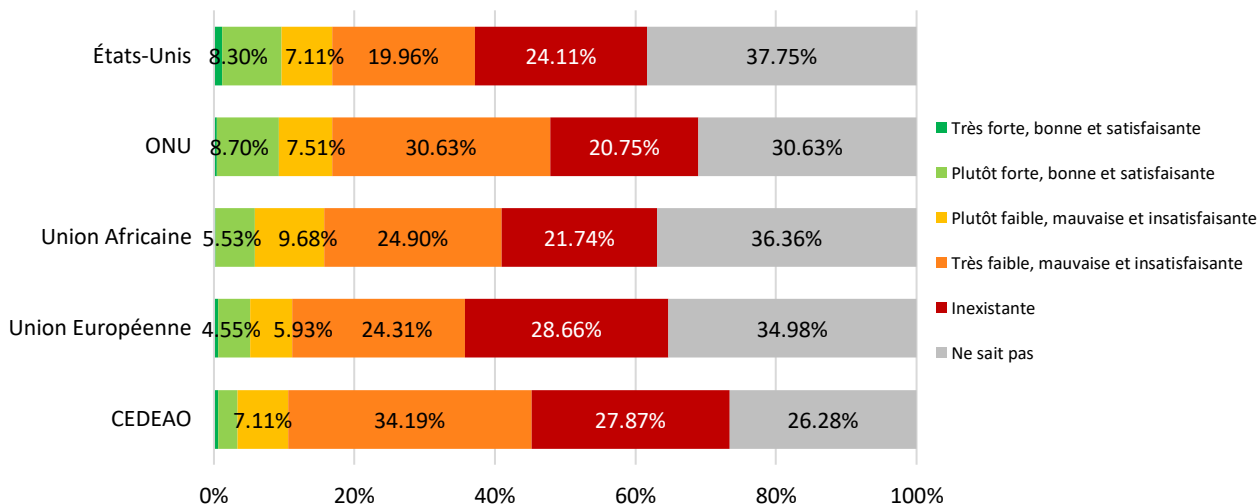


Figure 44. Répartition des enquêtés selon l'appréciation de l'action sécuritaire interétatique

UNE ACTION CITOYENNE JUGÉE "MÉDIOCRE"

L'analyse de l'intervention de différents acteurs sécuritaires permet de mesurer leur efficacité aux yeux des populations. Dans cette perspective citoyenne, il est crucial de faire apprécier aux populations leur propre action et celle des organisations qui les représentent (nationales, locales et religieuses). Quand bien même le poids sécuritaire des populations n'est pas aussi décisif que celui de l'État sur l'ICS, son analyse permet de mesurer toute l'étendue de l'opportunité d'impliquer davantage les acteurs de la société civile dans les politiques sécuritaires. Que cela soit dans la prévention, la sensibilisation ou l'alerte, les OSC jouent un rôle déterminant en tant que voix des populations, mais aussi relais des interventions étatiques pour celles-ci.

Pour l'enquête Bamako 2023, les répondants ne sont pas tranchés sur la contribution sécuritaire des OSC et des citoyens : 38% estiment qu'elle est bonne contre 37% qui la trouvent faible voire inexistante. On peut toutefois classer les organisations citoyennes en trois catégories sur la base des réponses positives et négatives obtenues : (i) les citoyens eux-mêmes et les autorités religieuses dont l'action est saluée par respectivement 50% et 46% des enquêtés, (ii) les ONG dont l'action est mitigée (33% d'avis positifs contre 34%) et (iii) les associations nationales et locales dont l'action est mal perçue par respectivement 40% et 41% des enquêtés. Il faut noter aussi que l'action des autorités religieuses est plus connue que celle des autres organisations : seuls 18% des enquêtés ne savent pas répondre à la question les

concernant contre 26% pour les associations nationales, 27% pour les associations locales et 31% pour les ONG.

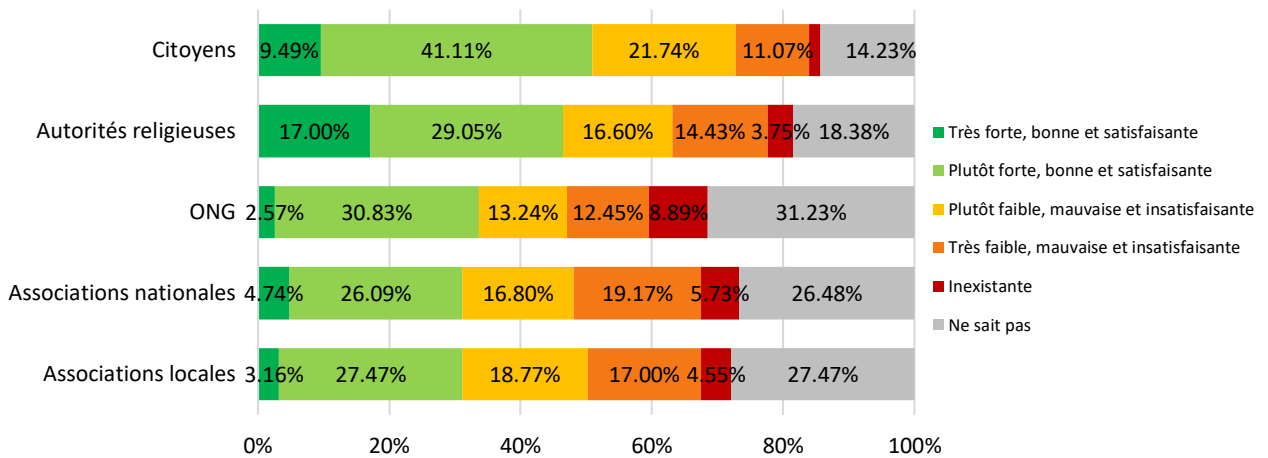


Figure 45. Répartition des enquêtés selon l'appréciation de l'action sécuritaire des OSC

Cette perception indécise joue en effet sur l'ICS relatif à l'action sécuritaire des citoyens qui reste faible (1,79). Toutefois, cela ne freine en rien l'enthousiasme de ces derniers quant à leur rôle en matière sécuritaire. En effet, les 2/3 estiment que cette action pourrait être utile ou efficace. Ils craignent seulement que ce rôle soit limité.

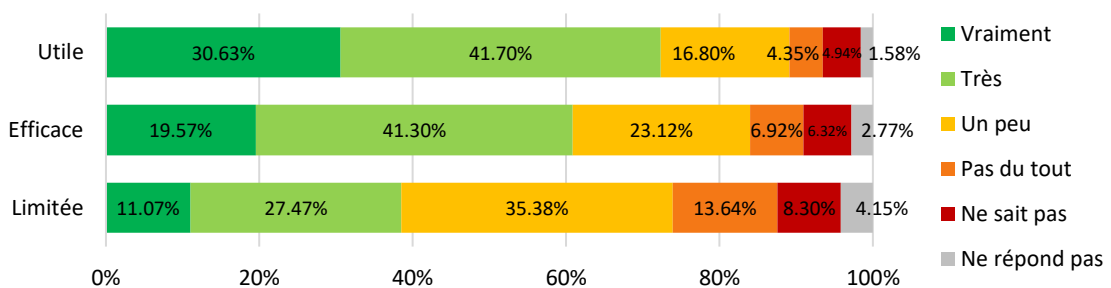


Figure 46. Répartition des enquêtés selon l'appréciation du rôle sécuritaire citoyen

En revanche, ce n'est pas le cas pour le contrôle citoyen de l'action publique sécuritaire que 60% des enquêtés jugent nécessaire, utile ou indispensable. Il est utile de préciser la différence entre l'action sécuritaire des citoyens qui relève de l'initiative de ces derniers de participer à la gouvernance sécuritaire par des moyens à disposition et le contrôle citoyen de l'action publique sécuritaire. Ce dernier participe plutôt à la surveillance des politiques publiques sécuritaires, de leur efficacité et de leur pertinence. Le contrôle citoyen de l'action publique sécuritaire peut aboutir à des prises d'initiatives citoyennes pour contribuer à la gouvernance sécuritaire. De ce point de vue, les deux concepts se complètent.

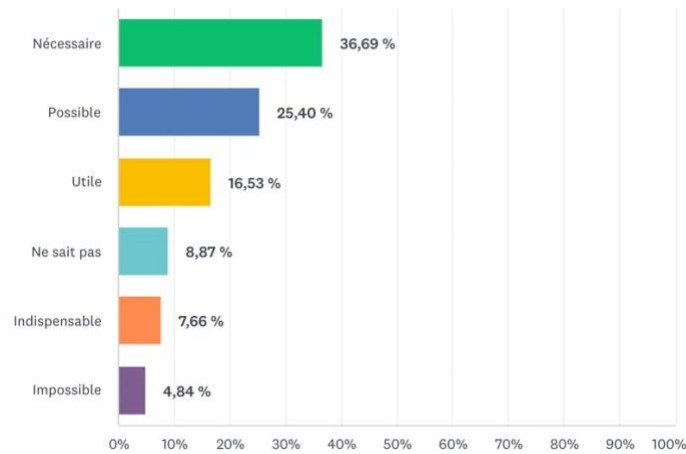


Figure 47. Répartition des enquêtés selon l'appréciation du contrôle citoyen de l'action publique sécuritaire

3. Les résultats de l'enquête OMP et sécurité religieuse

L'enquête sur les perceptions comprend une série de questions relatives à l'opinion de la population sur les institutions internationales impliquées dans la sécurité, la stabilité et le processus de paix dans le cadre du conflit entre l'État et les insurgés. Plus précisément, il s'agit d'explorer et d'analyser les perceptions locales sur les opérations de maintien de la paix. Ces dernières étant considérées comme des actions de politique publique car répondant à des décisions gouvernementales impliquant la prévention et/ou la résolution d'une situation définie comme problématique. Les politiques publiques de sécurité sont considérées comme régulatrices parce qu'elles s'appliquent directement à la population, cible principale de la stratégie publique. La population est donc l'acteur à protéger et dispose d'une légitimité à juger de la pertinence ou non des politiques publiques.

Les opérations Barkhane, MINUSMA, Takuba, EUTM et EUCAP peuvent être classées parmi celles répondant à une volonté du pouvoir public imposée à la communauté. En ce sens, la société malienne n'a pas connu de processus politique légitimant l'action des OMP. Elles ont plutôt été déterminées unilatéralement par les pouvoirs publics. Les enquêtes de perception émancipent donc les citoyens dans leur manière de lire leur propre réalité, déterminée par une approche descendante. L'enquête de perception place ainsi le citoyen au centre de l'agenda sécuritaire et lui donne un rôle de premier plan dans celui de l'État. Ils revendiquent d'ailleurs très fortement leur rôle dans les politiques sécuritaires, comme rappelé par la figure 46. Quant au rôle des citoyens dans la résolution du conflit armé, près de 40% des interrogés ont répondu qu'il était « très important », environ 30% ont estimé qu'il était

« surtout important » et 12% l'ont considéré comme « décisif ». La responsabilité des citoyens en matière de sécurité est donc reconnue et perçue favorablement par l'ensemble des personnes interrogées.

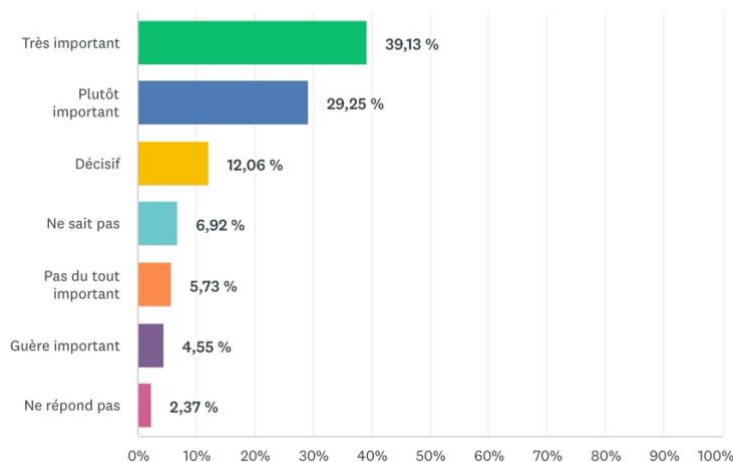


Figure 48. Répartition des enquêtés selon l'appréciation de leur rôle dans la résolution d'un conflit armé

La gouvernance sécuritaire post-Serval (première opération internationale de sécurité déployant des forces militaires étrangères sur le sol malien) a ouvert la voie à une reconfiguration de la gestion de la sécurité sous leadership européen. Bien que menée par la France, elle a permis pour la première fois dans l'histoire du Mali, la mise en place de mécanismes de formation policière, militaire et civile des forces de sécurité (FDS), à l'image d'autres scénarios de conflits comme l'Irak. Outre l'opération Serval (limitée au nord du Mali et transformée en Barkhane avec un mandat plus large au Sahel et jusqu'à 5 100 soldats français), la MINUSMA et d'autres opérateurs de sécurité tels que Takuba, EUCAP et EUTM ont été déployés.

Enfin, le G5 Sahel doté d'une architecture française et d'une composition strictement régionale composé des cinq pays clés de la région du Sahel (Burkina Faso, Mali, Niger, Mauritanie et Tchad), a intégré l'architecture régionale de gouvernance de la sécurité. Cet opérateur ad hoc s'est inscrit dans la dynamique de l'africanisation traditionnelle de la sécurité menée auparavant par la FAA et le CARIC, considérés comme des espaces de sécurité virtuels sans réelle opérabilité.

De toutes les opérations de maintien de la paix, la MINUSMA est la plus populaire parmi les personnes interrogées : 85% ont déclaré la connaître. Elle est suivie de Barkhane avec de 73% des interrogés et du G5 Sahel avec 66%. Les mécanismes de sécurité strictement européens sont insuffisamment connus, puisque seuls 13% des interrogés disent avoir entendu parler de l'EUCAP et 9% seulement pour l'EUTM. Ce résultat est compréhensible compte tenu de l'impact médiatique limité des opérateurs de sécurité de l'UE, qui se limitent à la mission de formation. C'est-à-dire qu'ils n'interviennent pas dans la lutte contre les groupes d'insurgés djihadistes, comme le fait théoriquement Barkhane.

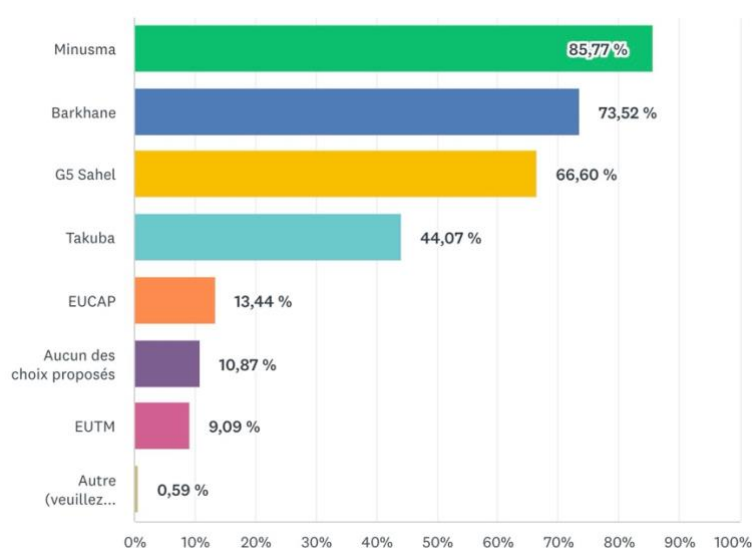


Figure 49. Répartition des enquêtés selon leur connaissance des OMP

Si Barkhane est l'opération la plus connue de la population malienne, elle est aussi la plus impopulaire. La population comprend que la France n'est pas entrée au Mali pour générer une plus grande sécurité, mais plutôt pour participer à une plus grande insécurité : 97% de la population sont « très » ou « plutôt » insatisfaits du rôle de la France sur le territoire malien. Cette réaction est en partie due à l'évolution de la situation dans le nord du Mali, où, depuis l'arrivée des troupes françaises, l'insurrection sécessionniste a réussi à établir un État de facto. Cette insurrection n'était pas considérée comme un objectif à combattre par la mission Barkhane qui considérait le djihadisme comme la seule menace à l'intégrité territoriale du Mali.

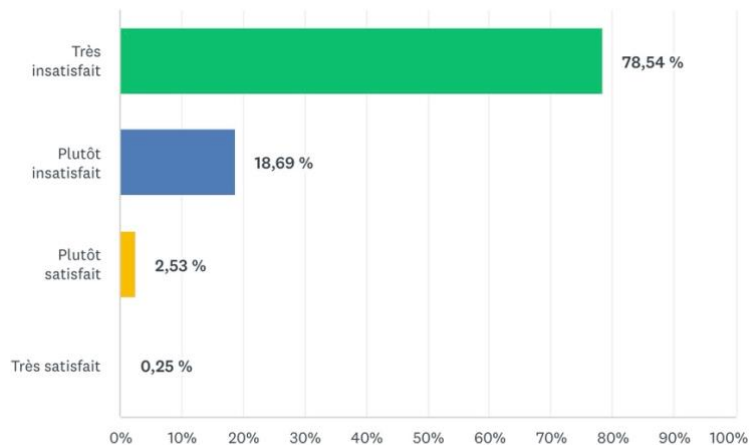


Figure 50. Appréciation du rôle sécuritaire de la France par les enquêtés

Parallèlement à l'opération menée par la France, d'autres opérateurs (EUCAP et EUTM) sont apparus pour former les forces indigènes. La présence de ces mécanismes a été jugée nécessaire dans un pays qui confiait sa sécurité à des groupes armés extra-ethniques ou à des milices d'autodéfense. La refondation des forces de sécurité et surtout de l'armée malienne était un objectif prioritaire pour l'État, qui a attendu 2012 pour entamer une nouvelle voie avec une aide internationale importante qui est arrivée dans la phase post-Serval (2013). Cette étape a matérialisé ce qui en 2011 faisait partie d'une Stratégie de Sécurité et de Développement pour le Sahel structurée en quatre axes principaux : (1) la promotion du dialogue, des actions politiques et diplomatiques ; (2) le développement de la sécurité et le renforcement de l'état de droit qui permet le déploiement d'un système de défense, de police et de justice ; (3) la favorisation du système de gouvernance et de développement tout en prévenant et en résolvant les conflits ; et enfin (4) la prévention de la radicalisation à travers le travail et le dialogue avec les leaders religieux de la région. Cette stratégie a ensuite montré son intérêt pour le Sahel avec la nomination d'un représentant spécial pour la région, Emanuel Claudia Del Re.

Il est intéressant de voir que les opérations de maintien de la paix (OMP) susmentionnées sont connues par le public malien d'abord à travers la radio (par 29% des enquêtés), qui est le premier véhicule de transmission de l'information dans le pays. Elle est suivie par les réseaux sociaux avec 22% puis de la télévision nationale avec 20% des réponses.

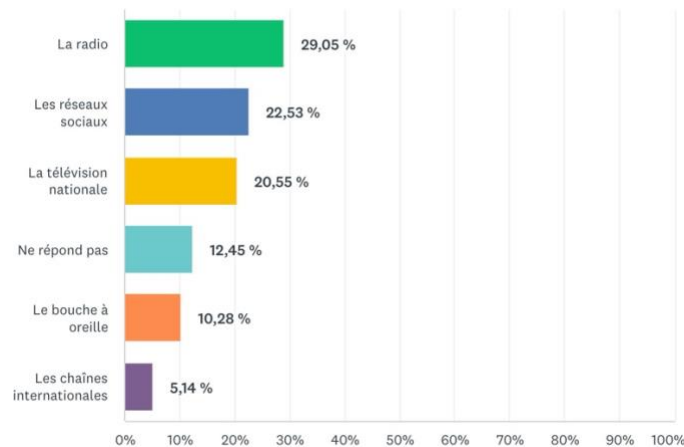


Figure 51. Répartition des enquêtés selon le principal moyen d'information concernant les OMP

Lorsque qu'on les interroge sur la mission de ces opérations, 38% répondent que leur rôle est purement militaire, contre 32% qui comprennent qu'elles jouent un rôle socio-économique et 27% qui disent ne pas savoir lequel des rôles jouent ces OMP.

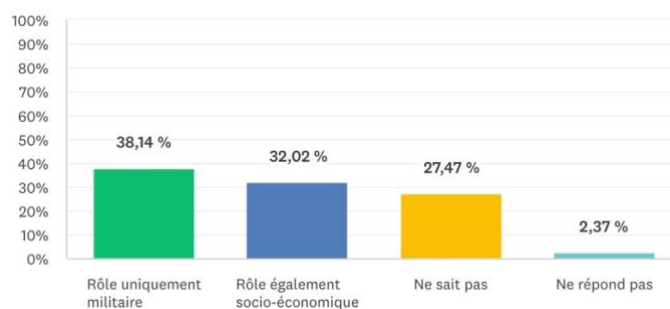


Figure 52. Rôle militaire et/ou socioéconomique des OMP selon les enquêtés

Au-delà du rôle que ces opérateurs exercent théoriquement, l'une des questions posées par l'enquête est de savoir si les missions mentionnées sont perçues comme des opérateurs de protection des citoyens ou comme une menace. Plus de la moitié de la population interrogée (52%) ne se sentent ni protégés ni menacés, ce qui remet en cause la présence des missions de sécurité et leur opérationnalité. Il semble important de préciser que 32% des personnes interrogées considèrent les opérations militaires comme une menace et que seuls 15% d'entre eux se sentent protégés par elles. Ce chiffre semble expliquer l'échec des politiques de sécurité publique qui, en théorie et en pratique, devraient viser à protéger les citoyens. Toutefois, elles sont perçues par ces derniers comme ayant produit l'effet inverse.

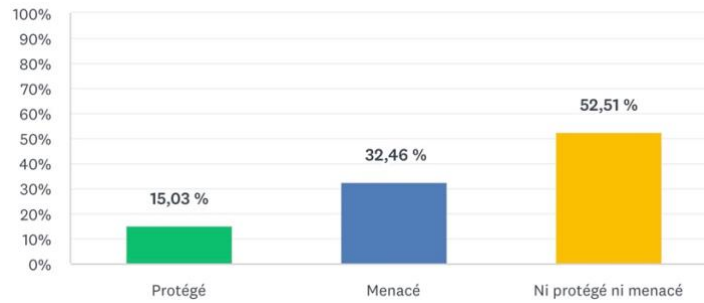


Figure 53. Perception des OMP par en termes de protection ou de menace par les enquêtés

Si l'on considère le cas spécifique du G5 Sahel dans un contexte politique et sécuritaire particulier du au changement de stratégie vis-à-vis de la Russie, la population répond catégoriquement que l'intervention de cet opérateur a laissé beaucoup d'insatisfaction (61% des enquêtés). Cette appréciation négative pour des raisons d'inopérabilité est plus poussée chez 42% des enquêtées qui s'estiment « très insatisfaits » de la performance du G5 Sahel, mécanisme de sécurité dont le Mali s'est retiré en mai 2022 et qui a changé le paradigme sécuritaire dans la région sahélienne.

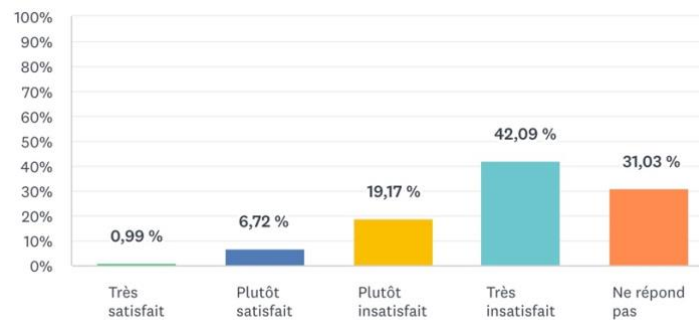


Figure 54. Appréciation du rôle du G5 Sahel par les enquêtés

Lorsqu'en février 2014, les présidents de la Mauritanie, du Burkina Faso, du Mali, du Tchad et du Niger se sont réunis à Nouakchott pour jeter les bases du G5 Sahel, de nombreux espoirs ont été suscités autour de cet instrument de sécurité. En effet, il y avait l'espoir que pour une fois, un opérateur de sécurité autochtone composé de forces étrangères ferait progresser la sécurité dans la région. Cependant, peu après sa mise en œuvre sur les frontières dites du Liptako Gourma, les critiques à l'encontre du G5 Sahel se sont multipliées car il n'y avait pas d'efficacité sur le terrain. Les troupes déployées estimant qu'elles n'avaient pas la capacité physique, stratégique et militaire de faire face aux groupes insurgés dans le Nord et le Centre du Mali. La "nouvelle" gouvernance de la sécurité avec l'installation du G5 Sahel a initialement mis en place de nouvelles valeurs nationalistes, patriotiques et basées sur la confiance pour

faire face à l'ennemi dit invisible dans un conflit asymétrique. Cependant, l'échec de plusieurs opérations du G5 Sahel dès ses premiers moments d'existence, a ramené un sentiment de scepticisme. En effet, alors que qu'elle venait tout juste de naître, les organisations insurrectionnelles multipliaient les attaques avec plus de 800 actions en 2015 et 2600 morts dénombrés.

3.1. Opérations internationales et régionales de maintien de la paix

Les missions de maintien de la paix de l'ONU : LA MINUSMA

Plus que le G5 Sahel, l'action sécuritaire des organisations internationales au Mali suscite une grande insatisfaction. En effet, 38% des enquêtés estiment que l'action sécuritaire de l'ONU est « faible, mauvaise et insatisfaisante » (Figure 44).

La MINUSMA, mission principale de cette organisation, a été déployée après l'opération militaire Serval (rebaptisée Barkhane) menée par la France à la suite du déclenchement d'une nouvelle insurrection djihadiste et sécessionniste dans le Nord du Mali (Azawad) en 2012. Ce soulèvement armé a changé le paradigme sécuritaire et motivé les Nations Unies à envoyer 12600 casques bleus pour protéger les civils et accompagner le processus de paix entre les groupes armés et l'État malien. La protection non effective des civils et l'absence d'accord de paix ont remis en cause la mission internationale et accéléré son retrait définitif à la demande du Mali. Ce retrait entérine un demi-siècle de critiques généralisées sur l'efficacité réelle des OMP dans le monde.

Notre enquête qualitative coïncide avec la disqualification de l'ONU par la population interrogée, qui considère que les limites de la MINUSMA sur le terrain ont été nombreuses. Notamment, lorsque les plus graves attaques intracommunautaires de l'histoire du Mali ont eu lieu au Macina (centre du Mali) en 2016 et 2017. Une population qui, à l'époque, avait demandé en vain l'intervention des casques bleus pour garantir la protection d'un citoyen. Depuis, les Maliens se sont montrés très réticents à leur présence dans le pays. À tel point que lorsqu'on les interroge directement sur la perception des missions de maintien de la paix de l'ONU au Sahel, près de 60% répondent qu'elles sont inutiles (27%) et nuisibles (31%), tandis que moins de 15% les jugent indispensables (0,4%), nécessaires (4%) et utiles (10%).

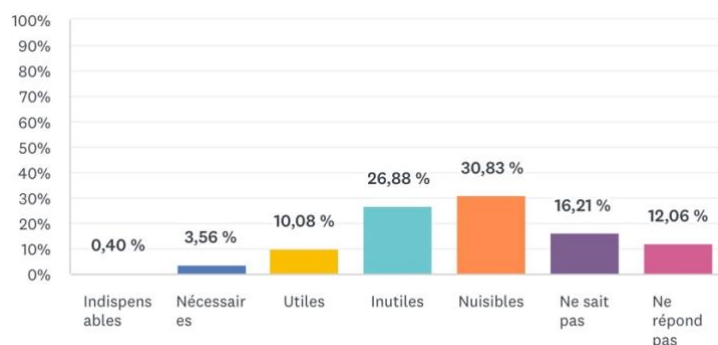


Figure 55. Appréciation des OMP onusiennes par les enquêtés

La réaction globale de la population contre la présence de troupes internationales ou de la France légitime la position de l'État malien à mettre fin à la mission MINUSMA en juillet 2023. Elle a d'ailleurs été sévèrement critiquée par le régime Assimi Goïta à la suite d'une enquête menée par le département des droits de l'homme de l'ONU. Ce rapport fait état d'au moins 500 morts à la suite d'une intervention des forces armées maliennes soutenues par des forces étrangères à Moura les 27 et 31 mars 2022. L'incursion a coûté la vie non seulement à des terroristes, mais aussi à des civils, femmes et enfants, selon le rapport. Aux yeux de la junte qui doit faire face à des menaces sécuritaires d'organisations armées djihadistes et de l'insurrection sécessionniste, cela laisse craindre une nouvelle résurgence dans le Nord. La présence de la communauté internationale et des opérateurs internationaux de sécurité est considérée comme une force de légitimation pour une partie de l'insurrection sécessionniste, représentée par les groupes armés de la Coordination (CMA) et de la Plateforme. Bien que les deux groupes poursuivent théoriquement des objectifs différents (pro et anti-gouvernementaux), leurs aspirations politiques et économiques ainsi que leurs liens tribaux et familiaux se recoupent largement dans la pratique.

L'UE, les USA et la CEDEAO

La perception négative par les populations s'applique également à l'exercice en cours de l'UE au Mali. Cette mission constitue le pilier militaire de la stratégie européenne dans le pays, qui intervient aussi dans d'autres domaines du développement politique et humanitaire. La mission a été lancée en 2013 pour répondre à la nécessité de renforcer les capacités des forces armées maliennes. Le résultat escompté était l'autosuffisance des forces armées capables de contribuer à la défense de leur population et de leur territoire. Toutefois, cette mission a eu peu d'impact sur la population. Par conséquent, seuls 3% des enquêtés considèrent

l'intervention de l'UE comme « très forte et positive ». Quant aux Etats-Unis, 27% des répondants perçoivent son rôle comme « faible, mauvais et insatisfaisant », contre seulement 9% qui le voient comme « forte, bonne et satisfaisante » (Figure 44).

L'enquête sur le rôle des organisations internationales met en exergue la vision de la CEDEAO en matière de sécurité, jugée insatisfaisante par plus de 40% des répondants. Cette perception semble prendre en compte le climat de tension entre l'État malien et l'organisation régionale ouest-africaine. Ce qui se traduit par la méfiance de la population concernant l'intervention de la CEDEAO dans le secteur de la sécurité. Cette organisation a sanctionné le Mali par suite du retard pris par le pays dans la préparation des élections présidentielles initialement prévues en février 2022. Les sanctions sévères de l'organisation régionale contre le Mali ont suscité des réactions de solidarité de la part des Maliens. Ces derniers ont semblé avoir compris que la position de la CEDEAO était conditionnée par la demande de l'État malien de retirer l'armée française de son territoire. Ce qui s'est concrétisé en février 2021. Les opérations Barkhane et Takuba (commandos associés à quatorze pays européens, dont l'Allemagne et le Royaume-Uni) ont retiré leurs bases de Gossi, Gao et Ménaka et transféré leurs forces au Niger. Le constat de la perception négative par les populations de la gouvernance sécuritaire internationale déployée au Mali remet en cause l'urgence du recours aux forces internationales pour réparer une carence interne des États sahéliens. Les nouvelles formes de violence contemporaine conduisent à conclure que les moyens militaires ne peuvent à eux seuls imposer une paix qui semble être conditionnée par des jeux géopolitiques. Ce n'est pas seulement l'inopérabilité d'armées fragiles face à une violence incontrôlée, mais aussi la logique de la *realpolitik* qui rend le scénario sahélien et malien encore plus difficiles. Et ce, notamment au regard d'autres variables de grande importance qui n'ont pas été abordées dans cette enquête, telles que les ressources minières. La perception de la gouvernance de la sécurité régionale n'est pas non plus perçue positivement. La réponse à la question sur le niveau de confiance dans les acteurs de la sécurité africaine est mitigée : 40% des enquêtés pensent qu'elle est forte ou très forte, tandis que 37% estiment qu'elle est faible ou très faible. Il est aussi intéressant de constater que 28% n'ont pas voulu répondre à la question sur la confiance dans les appareils de sécurité africains.

3.2. Sécurité religieuse

Au cours de la dernière décennie, les problèmes de développement et de sécurité auxquels l'État malien a été confronté ont également entraîné un intérêt accru des acteurs religieux pour les affaires publiques. La faiblesse de l'État sur les questions clés du pays a été mise à profit par les acteurs religieux, en particulier sous la présidence d'Ibrahim Boubakar Keita. Au cours de son mandat, les chefs religieux, dont certains sont des figures très charismatiques, ont commencé à aborder les questions sociales et politiques dans leurs sermons et lors de leurs apparitions publiques. Des associations islamiques ont pris en charge une partie de l'assistance sociale qui n'était plus assurée par l'État malien. Dans les processus électoraux, des partis politiques proches des sphères religieuses ont émergé, tels que le PRVM Faso-ko et l'ADP-Maliba. Par ailleurs, un mouvement politico-religieux Sabati 2012 a été mis sur pied pour soutenir un candidat à la présidence. Ce qui peut être considéré comme un premier pas vers une politique formelle pour les musulmans organisés.

Le cadre juridique laïc dans un pays qui se sent majoritairement musulman fait l'objet de débats depuis l'ère post-coloniale, mais c'est surtout la montée en popularité des acteurs religieux qui peuvent être en concurrence avec les pouvoirs politiques. Notre travail qualitatif relève de la critique que les leaders islamiques font de la laïcité comprise comme garante de la liberté de religion et de la pluralité des pratiques religieuses. Les groupes islamiques se sont appuyés sur cette compréhension pour pratiquer l'islam librement dans la sphère publique tout en acceptant la pratique d'autres religions. La défense de la laïcité comprise comme une liberté absolue de la pratique religieuse dans la sphère publique a une influence sur l'importance de la religion et sur le sens donné à l'invention de l'État dans la régulation du champ religieux. Certaines voix de la société civile considèrent nécessaire une régulation du champ islamique par l'État en rapport aux nouvelles menaces et à la prolifération des messages d'un Islam radical. Ce, afin de garder les valeurs de la société malienne.

La démocratisation, qui a conduit à la libéralisation de la sphère publique, a vu naître un grand nombre d'associations religieuses. De même, le développement de la démocratie et l'avènement des nouvelles technologies ont permis l'émergence de figures islamiques charismatiques et la diffusion d'une certaine vision de l'islam au sein de la population. Notre enquête a essayé de mettre en évidence la pluralité islamique existant dans le pays face aux lectures homogénéisantes de la société malienne, généralement considérée comme soufie. Il

s'agit de tenir compte des différents courants islamiques observés : le soufisme, le salafisme connu localement sous le nom de "wahhabisme", et le sunnisme traditionnel que l'on pourrait considérer comme le courant du musulman "ordinaire". Si la différenciation entre les pratiques du soufisme local et du salafisme, prêché initialement par des individus ayant voyagé à l'étranger, a donné lieu à des tensions dans le passé, les frictions semblent s'être apaisées ces dernières années.

Ce rapport analyse l'importance que les chefs religieux ont acquise et la manière dont ils ont réagi au cadre formel de la laïcité mais aussi à l'interdiction qui en découle de créer des partis politiques fondés sur la religion. L'évolution de l'Islam dans la politique au Mali a une trajectoire particulière définie principalement par les capacités d'action des personnalités islamiques intéressées par la chose publique. Ainsi, à la question de savoir si les acteurs religieux devraient être impliqués dans la résolution des conflits, la majorité de la population a répondu positivement. Parmi les interrogés, 44% estiment que l'imam devrait intervenir dans la résolution des conflits. Il est suivi du leader confrérique (35%) et du président d'une association islamique (31%). Toutefois, 18% estiment qu'aucun de ces acteurs ne devrait s'impliquer dans un conflit politique ou armé.

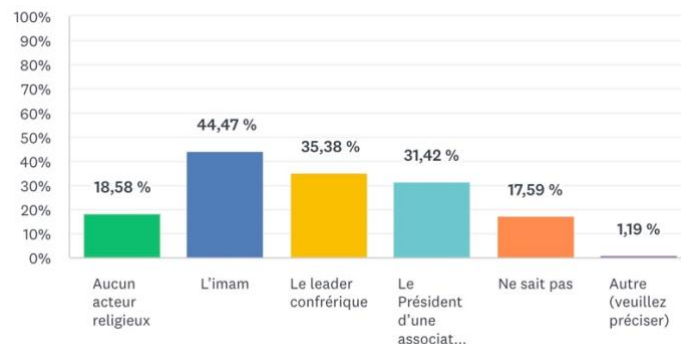


Figure 56. Les religieux musulmans qui doivent s'impliquer dans les conflits selon les enquêtés

Le rôle de l'imam est donc mieux considéré que celui des autres acteurs religieux. En ce sens, il n'est pas surprenant que la figure la plus pertinente de la dernière décennie du réformisme (wahhabisme) soit représentée par l'imam Mahmud Dicko, ancien président du HCIM d'où il est très visible et jouit d'une grande popularité. Sa présidence au Haut Conseil Islamique de Mali (HCIM) lui a offert un espace d'expression au nom des associations et regroupements de musulmanes.

L'adhésion majoritaire de la population enquêtée à l'implication de l'acteur religieux s'explique par sa capacité de mobilisation et l'accumulation du poids moral a été telle qu'il est devenu plus respecté que de nombreux leaders de la classe politique. De même, lors de la crise sécuritaire de 2012, il a utilisé cette fenêtre d'opportunité pour s'imposer dans l'agenda politique. Il a été engagé à l'époque dans un dialogue avec les éléments maliens des groupes armés qui ont pris le contrôle du Nord du pays, au point que l'un des principaux chefs armés, Iyad Ag Ghali, a déclaré que son seul interlocuteur était « ses frères de HCIM ». Face à la force de Dicko à travers la doctrine wahhabite, existe une autre dimension soufie qui caractérise spécialement la société malienne (sahélienne en général), celle de la confrérie traditionnelle Tidjaniya. En effet, à la question de savoir quelles sont les tendances religieuses les plus répandues dans le pays, 74% ont répondu en faveur du soufisme, 20% en faveur du wahhabisme et 2% pour le chiisme.

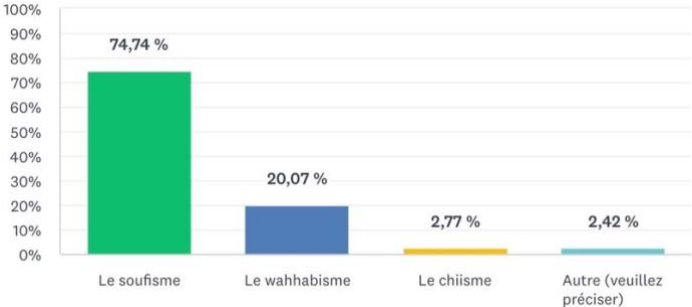


Figure 57. Représentativité des tendances religieuses selon les enquêtés

Cette question a été suivie d'une autre sur la tendance religieuse la plus active. Le soufisme demeure en première position selon 34% des enquêtés, suivi du wahhabisme par 19%. Il faut aussi noter que 39% des interrogés disent ne pas savoir laquelle de ces tendances est la plus active sur la scène politique malienne.

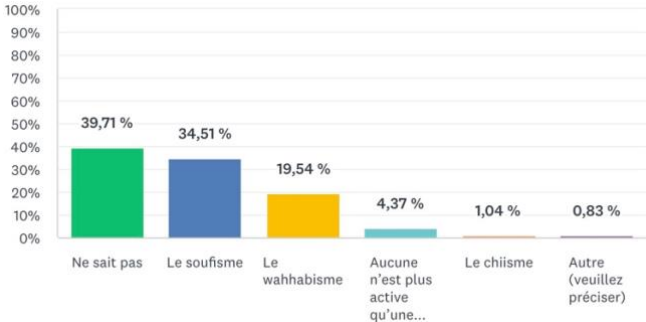


Figure 58. Les tendances religieuses les plus actives

Ces réponses démontrent l'imprégnation et l'importance croissante du wahhabisme dans la société malienne d'aujourd'hui. Cependant, on peut souligner que les pratiques salafistes basées sur la doctrine wahhabite ne vont pas prendre, pour l'instant, le pas sur l'islam soufi, mais qu'elles ont influencé la manière de le pratiquer. Elles ont réussi à remettre en cause certains aspects des pratiques religieuses coutumières et historiques comme la vénération des saints ou la célébration des fêtes islamiques, qui sont encore très populaires. Dans la pensée wahhabite, ces célébrations doivent être éliminées au même titre que la figure des saints qui interrompent le chemin direct vers la figure de Dieu. Malgré la pression du mouvement dit réformateur, il est difficile de briser les habitudes d'une population profondément soufie. Ainsi, l'opinion publique bamakoise considère que la situation du soufisme traditionnel au cours des cinq dernières années est bonne, notamment pour plus de 90% des interrogés.

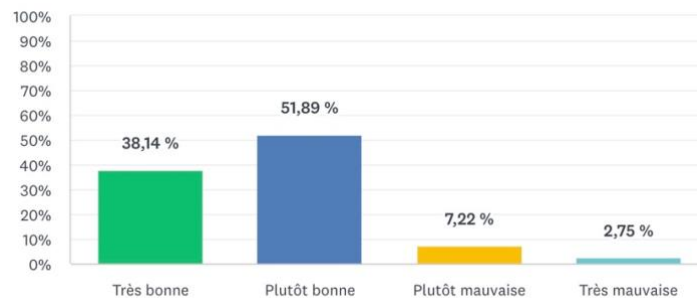


Figure 59. Situation du soufisme ces cinq dernières années au Mali

Concernant le deuxième grand courant religieux (le wahhabisme), 58% des enquêtés considèrent que sa présence au Mali est « très » ou « plutôt » positive et 42% qu'elle est « très » ou « plutôt » négative.

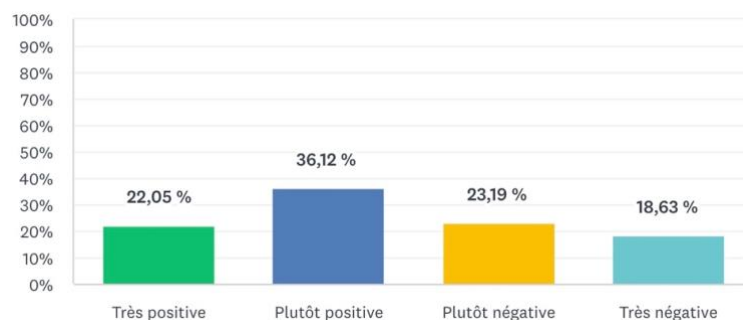
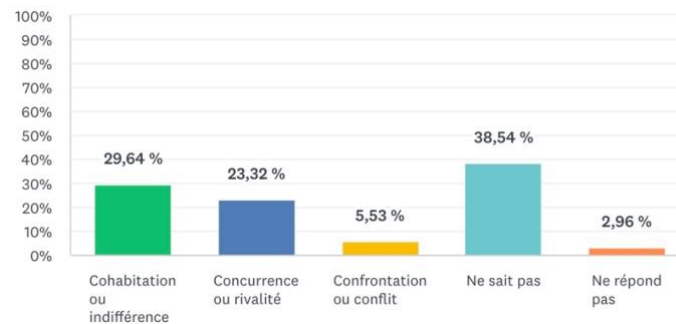


Figure 60. Appréciation de la présence du wahhabisme au Mali

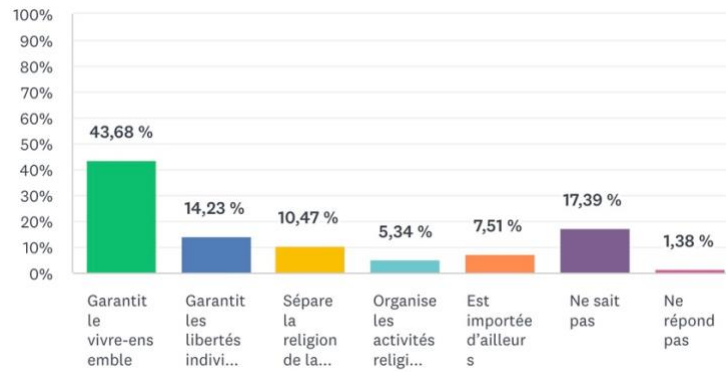
En raison de la montée du mouvement wahhabite et de ses différences par rapport au soufisme traditionnel, l'enquête a jugé essentiel d'interroger la population sur les relations entre les différentes tendances religieuses. Parmi les enquêtés, près de 30% estiment que la

relation entre les différentes tendances religieuses reste une relation de cohabitation ou d'indifférence, tandis que 23% d'entre eux pensent qu'il s'agit d'une relation de concurrence ou de rivalité et 5% que cette relation est conflictuelle. Une fois de plus sur la question religieuse, la majorité des interrogés (38%) ont répondu ne pas savoir.



Cette question résume en quelques sortes la dimension essentielle de cette partie de l'enquête concernant la question religieuse. En effet, il s'agit d'anticiper sur un problème de société qui peut se poser dans un pays où la laïcité a souvent été confondue avec l'indifférence à l'égard de la religion. La montée en puissance d'acteurs religieux qui semblent devenir plus forts que l'État lui-même peut poser un problème si ceux-ci sont laissés sans contrôle de l'État. C'est pour cette raison que le Mali a pensé à créer un ministère des affaires religieuses et du culte.

Sa naissance a coïncidé avec la forte influence des chefs religieux en 2012, au moment de l'occupation djihadiste et sécessionniste du Nord du Mali. Selon le ministre Hasse Diallo, le ministère a été maintenu dans l'organigramme ministériel sur décision expresse de l'ancien président Ibrahim Boubakar Keita compte tenu de la nécessité de réguler le paysage religieux et d'« avoir un œil de l'État sur cette partie de la société », après l'instrumentalisation de l'islam à des fins de lutte armée dans le Nord du pays (ORTM, 2016). Sa mise en œuvre a été bien accueillie par la communauté islamique, mais elle a suscité l'inquiétude des élites des secteurs les plus laïques de la société. À cet égard, l'enquête interroge également le public sur le concept de laïcité que près de 45% considèrent comme « une manière de garantir le vivre ensemble », 14% comme un « garant des libertés individuelles » et 10% qui pensent que la laïcité « sépare la religion de la politique ». Cependant, l'exception malienne est que les citoyens soutiennent généralement le rôle des acteurs religieux en tant que médiateurs dans les conflits, même si ces acteurs coexistent toujours avec l'État. La population leur fait davantage confiance qu'aux acteurs politiques et militaires.



En conclusion, cette enquête, dans sa dimension religieuse, permet de radiographier une société de plus en plus plurielle sur le plan religieux, démystifiant ainsi l'homogénéité projetée sur la société malienne musulmane et qui peut être porteuse de conflits dans l'avenir si elle n'est pas maîtrisée par les institutions.

4. Les résultats de l'enquête sécurité climatique

L'enquête sur la sécurité climatique évalue la perception par les citoyens des événements (précipitations) et chocs climatiques (sécheresse, inondations, incendies, vents) ainsi que des éventuelles conséquences socioéconomiques liées à ces derniers. Elle s'intéresse, qui plus est, aux stratégies d'adaptation des populations face aux effets du changement climatique et à leur regard sur l'action de l'État en matière de lutte contre le changement climatique.

Ces analyses sont mises en rapport avec le contexte sécuritaire complexe où les ressources naturelles (sols, eau) et les parcours pastoraux font l'objet d'une convoitise de la part de divers groupes, armés ou non. La lutte pour les ressources met ainsi en jeu les agropasteurs pris entre le marteau de la variabilité climatique et l'enclume des groupes armés qui ont fait du trafic du bétail l'une des principales sources de revenus.

L'étude de la question climatique en rapport avec les données sécuritaires part d'une analyse de l'évolution des facteurs climatiques perçus par les citoyens pour s'intéresser ensuite à leur capacité d'adaptation, perspectives de survie de communautés sahéniennes déjà fragilisées par une longue période d'incertitude sécuritaire.

UN PARADOXE CLIMATIQUE AUX EFFETS PERVERS

Les enquêtés sont interrogés sur quantité (hausse ou baisse) et la temporalité de la pluviométrie (précocité ou retard) ces dix dernières années. L'analyse montre que les répondants sont divisés entre la hausse (32,81%) et la baisse (26,88%) des précipitations. Néanmoins, ils perçoivent un retard (16,41%) plutôt qu'une précocité des pluies (9,09%).

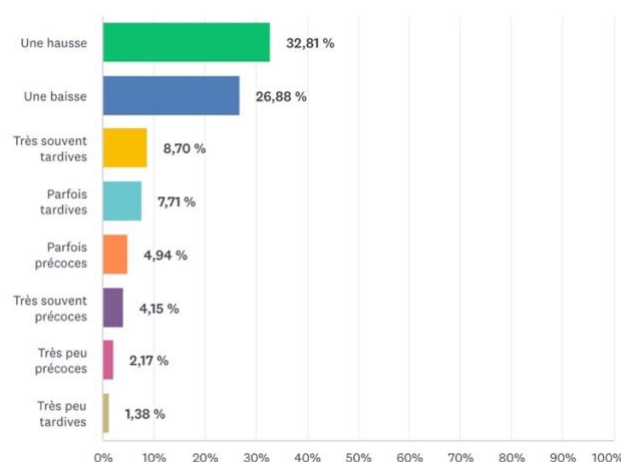


Figure 61. Perception de la pluviométrie ces 10 dernières années

Cette perception indécise entre la hausse et la baisse des pluies traduit un paradoxe relatif au dérèglement climatique. En effet, celui-ci accentue la variabilité pluviométrique inter et intra annuelle chronique des pays sahéliens. D'une part, cette variabilité intensifiée se traduit par une concentration sur une courte période de pluies d'une forte intensité donnant l'impression d'une augmentation annuelle des précipitations. D'autre part, elle est matérialisée par leur forte différence interannuelle. Cette réalité est confirmée par le rapport sur l'environnement du Mali qui fait état d'une baisse des précipitations depuis 1950 tout en précisant une reprise progressive avec de fortes variabilités interannuelles qui rendent incertaines les projections entre 2000 et 2050 (PNUE, 2022).

L'instabilité pluviométrique a des conséquences sur les cultures (baisse des récoltes), les sols (érosion, salinisation, etc.) et les habitations (inondations). Ainsi, 1/5 des répondants affirment avoir subi la sécheresse lors des 3 dernières années, 12% avoir connu une baisse des récoltes et 8% victimes d'inondations. Dans une moindre mesure, 4% des répondants ont signalé avoir été impliqués dans des conflits agropastoraux.

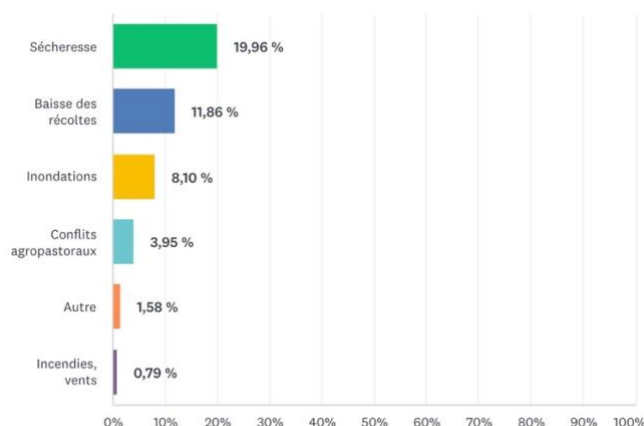


Figure 62. Principaux chocs climatiques subis ces 3 dernières années

Les conséquences de la sécheresse et corollaires sur l'environnement et l'agriculture ont aussi des retombées sur les prix des denrées de première nécessité. À cet effet, 69% des répondants ont noté une hausse du prix des denrées durant les 3 dernières années. Dans une moindre mesure, près du ¼ se plaignent d'inaccessibilité des produits alimentaires de première nécessité. Cette augmentation favorise un élargissement de la part des dépenses alimentaires sur les revenus. Près de 40% des répondants affirment dépenser 75% ou plus de leurs revenus mensuels pour s'alimenter.

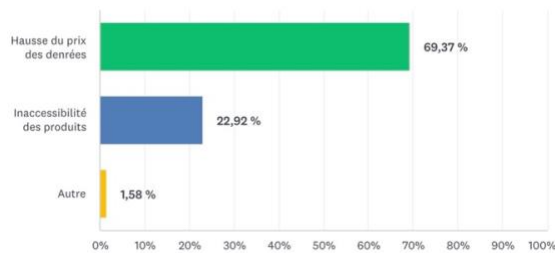


Figure 63. Conséquences sur les produits alimentaires de première nécessité

Face à la hausse des prix des denrées de première nécessité, près de la moitié des interrogés (47,51%) n'ont pas de stratégie ou ne savent tout simplement pas s'ils devraient en avoir. À côté de cette majorité qui semble à court de solutions, le ¼ des interrogés sont obligés de trouver des sources de revenus complémentaires pour s'en sortir, pendant que d'autres (15%) n'hésitent pas à changer leurs habitudes de consommation ou réduire le nombre de repas (11%).

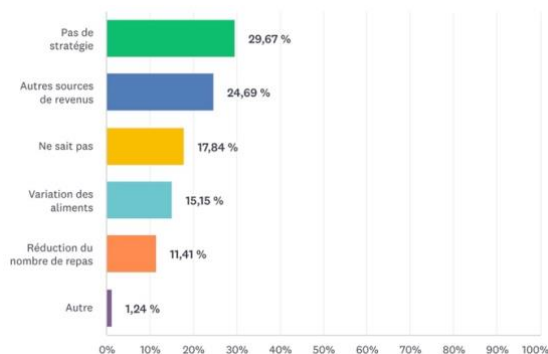


Figure 64. Stratégies d'adaptation face à la hausse des prix

Pour mieux comprendre les stratégies d'adaptation des interrogés, notamment en termes de changement de lieu de vie, nous leur avons demandé s'ils avaient changé de village, de ville ou de pays ces 3 dernières années. Près de 90% d'entre eux ont affirmé ne pas avoir déménagé. Une petite partie (10%) a changé de ville (3,76%), de village (3,37%) ou de pays (2,77%).



Figure 65. Répartition des enquêtés selon le changement de lieu de vie

Toutefois, ce changement de lieu de vie ne serait pas lié au changement climatique, mais plutôt à des raisons économiques (32,14%) et familiales. De plus, 19,64% des interrogés ont migré à cause des conflits armés. Seuls 1,79% des déplacés le sont à cause de la sécheresse.

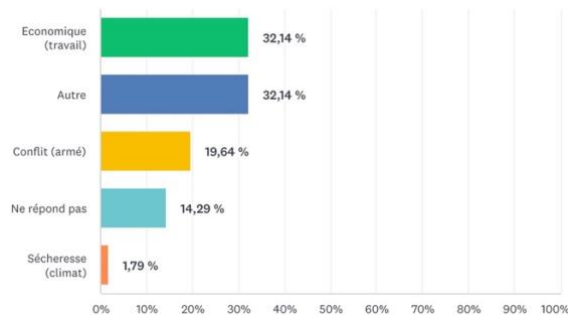


Figure 66. Répartition des interrogés selon le motif migratoire

Malgré la faible proportion des migrants climatiques, les intentions de quitter définitivement sa localité à cause de la sécheresse sont réelles pour 46,44% des interrogés, même si près du 1/3 pensent ne jamais quitter leur localité pour cette raison.

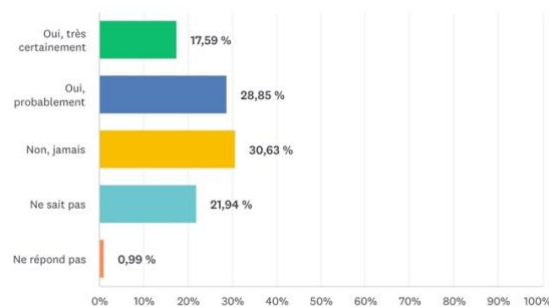


Figure 67. Répartition des interrogés selon la probabilité de déplacement pour cause climatique

UNE POLITIQUE CLIMATIQUE DE L'ÉTAT PEU CONNUE

La sensibilisation en matière de lutte contre le changement climatique est décisive dans la réussite des politiques étatiques y afférentes. Toutefois, le constat est que 43% des interrogés ne connaissent pas les actions étatiques en la matière. Même si 30% pensent que cette action est forte, 24% pensent le contraire. Donc, les avis sont divergents concernant l'action de l'État malien en matière de lutte contre le changement climatique.

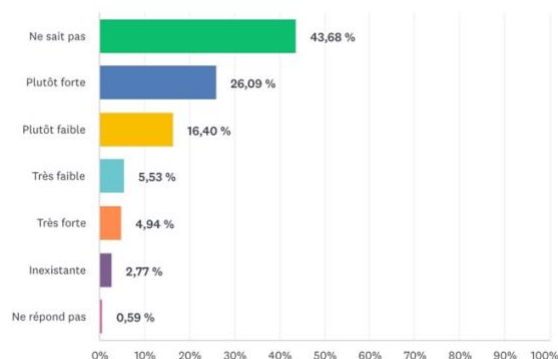


Figure 68. Répartition des enquêtés selon leur perception de l'action de l'État en matière de lutte contre le changement climatique

5. Discussions

ESPACE ET RESSOURCES AU CŒUR D'UN CONFLIT MULTIFORME : DIVERSITE D'ACTEURS, DIVERSITE DE RAISONS

La question climatique au cœur du conflit armé au Sahel reste encore très complexe à caractériser. La diversité et la répartition des protagonistes sur une région donnée, le zonage et la disponibilité des ressources et le rôle de ces mêmes ressources dans les conflits varie d'un foyer de tensions à l'autre. Au Mali, c'est surtout au Centre que se ressentent l'essentiel des risques sécuritaires impliquant les ressources naturelles. Cette zone qui abrite les régions de Ségou, Mopti, Koulikoro et la partie sud de Tombouctou, correspond également au delta central du fleuve Niger (Macina), la forêt de Wagadou, abrite la moitié des ethnies du Mali⁴ et l'ensemble des systèmes de production (Thiam, 2017).

Le contexte sécuritaire met en jeu les communautés d'éleveurs (Touarègues, Peulhs, Maures), d'agriculteurs (Bambaras et Dogons) et de pêcheurs (Bozos) dont les relations anciennement conflictuelles sont complexifiées par l'intervention des groupes armés djihadistes, de ceux issus du crime organisé, des forces armées maliennes et des missions d'intervention internationale (MINUSMA, Barkhane) sous le mobile de la lutte anti-terroriste. Si le qualificatif semble à priori générique, la nature des conflits ne l'est pas pour autant. En effet, on peut distinguer au moins six formes de violences selon les intérêts et les acteurs impliqués :

- Les conflits interethniques impliquant souvent pasteurs (Peulhs) et agriculteurs (Bambaras, Dogons) ;

⁴ C'est une région où se côtoient principalement Peuls, Bambaras, Dogons, Bozos, Maures et Touarègues

- Les conflits intracommunautaires liés à l'accès et la gestion des bourgoutières ;
- Les règlements de compte entre groupes ou communautés ;
- Les activités criminelles de bandes organisées pour le vol de bétail et les braquages ;
- Les affrontements entre groupes armés djihadistes et l'armée malienne ;
- Les exactions commises par l'un ou l'autre de ces groupes contre la population civile.

Il serait inexact d'affirmer que la racine de tous ces types d'affrontements seraient le bétail, la terre et l'eau. Toutefois, il est évident que ces ressources jouent un certain rôle dans chaque type de conflit. Qu'elles en soient les causes (rareté des ressources en eau), les catalyseurs (gestion des bourgoutières) ou même les résultantes (pillage de bétail, destruction de récoltes), ces sources de nourriture sont omniprésentes dans ce conflit multiforme.

LE DÉRÈGLEMENT CLMATIQUE MIS EN CAUSE

Le dérèglement climatique a exacerbé la variabilité saisonnière des précipitations au Sahel. Il engendre des conséquences sur le plan environnemental et social. En effet, l'irrégularité pluviométrique influence fortement la disponibilité des ressources hydriques, ligneuses et herbacées. Elle bouleverse en même temps le calendrier culturel de communautés sédentaires et les périodes de transhumance du bétail pour celles nomades. Ce désordre engendre un changement des rapports agriculteurs-éleveurs à la terre à mesure que l'arrivée du bétail dans les zones agricoles ne coïncide plus avec la fin des récoltes.

De plus, la sécheresse combinée aux fortes concentrations de pluies sur une courte période accélère l'érosion des sols et oblige les paysans à occuper davantage de terres au détriment des parcours pastoraux.

« En saison hivernale, les pasteurs vont dans la Bande sahélienne (Dioura, Kayes, etc.) pour éviter les crues du fleuve Niger. Ces mouvements désormais perturbés par le retard d'installation de la saison des pluies⁵ et l'arrêt précoce des précipitations provoquent les conflits entre pasteurs et agriculteurs ou pêcheurs », confirme Boureima Touré, anthropologue à l'Université de Bamako.

⁵ Le début de la saison pluvieuse survient désormais en fin juillet-début août, au lieu de fin juin-début juillet.

À cela s'ajoute l'assèchement progressif des cours d'eau qui oblige les pêcheurs à se convertir en maraîchers ou à recourir à des solutions qui n'arrangent pas toujours tous les protagonistes.

« Entre 2018 et 2020 dans la commune de Toguèrè-Coumbé (région de Mopti, cercle du Ténénkou), la communauté Bozo a voulu creuser un canal pour alimenter la grande mare afin d'y rendre la pêche possible. Ils se sont heurtés au refus des peulhs. Ces derniers ont mis un embargo sur le village. Personne, ni même les FAMAs ne pouvaient entrer ou sortir pendant près de 20 mois » (Mamoudou Abdoulaye DIALLO, Directeur IMADEL (Initiative Malienne de Développement Local).

Le déficit hydrique combiné avec la déforestation (surtout liée à la culture du coton) engendre le déplacement des populations vers le Sud, les grandes villes ou vers des pays frontaliers. Ces mouvements sont sources de conflits qui se différencient toutefois de ceux du Nord. En effet, ils sont souvent liés au foncier et à la question du mariage entre communautés. Les déplacés vers le Sud empruntent des terres dont ils finissent par s'approprier, malgré leurs propriétaires. De plus avec le brassage progressif, ils demandent en mariage les filles de la communauté autochtone déjà choisies depuis la naissance. De là, naissent beaucoup d'affrontements entre migrants et autochtones, témoigne M. Abid DIALLO de la Chaire UNESCO de Bamako.

Ces mouvements migrations ne doivent toutefois pas être confondues par la transhumance qui reste une réalité bien ancrée : « près de 30% du bétail malien est en Côte d'Ivoire », selon le directeur d'IMADEL.

ENTRE « BANDITISME », INSTRUMENTALISATION ET CHANTAGE : DES FRONTIÈRES FLOUES

Comme il ressort de ce qui précède, la question climatique est bien déterminante dans le conflit, mais ne doit pas être le bouc émissaire à tous les affrontements entre communautés. Ceux-ci ouvrent bien souvent la voie à diverses interprétations. Les conflits dans cette zone sont une superposition de facteurs qui font se multiplier les protagonistes. Un banal conflit pour les ressources peut se transformer en affrontement armé entre milices armées.

« Les groupes armés changent la nature, les enjeux et les outils dans ces conflits. Ils ont même pu les récupérer et occuper les zones d'affrontements. Les outils de combat ont

évolué. Du bois et des bâtons, elles sont passées aux armes automatiques et téléphones satellites », révèle Boureima TOURÉ.

Avec la montée de l'insécurité, les communautés se sont dotées d'armes et ont créé des milices d'autodéfense. C'est le cas de Dan Na Amassagou, la milice des chasseurs Dozos (de la communauté Dogon). Ces groupes sont utilisés comme supplétifs par l'armée, ce qui est la source de plusieurs dérives. Plusieurs exactions leur sont imputées notamment le vol de bétail, le kidnapping et les attaques contre d'autres communautés. Cette situation résulte de la stratégie du « faire faire » dans la gestion de la sécurité par l'État. L'utilisation de ces milices et la délégation des efforts de résolution aux ONG nationales ne facilitent pas la sortie de crise.

« La réalité est que ce sont les non-résidents qui se font attaquer, pas les locaux. C'est pourquoi les ONG recourent à des relais communautaires qui s'allient aux bandits et djihadistes et ce n'est pas bon. Ça rentabilise l'insécurité », selon Mamadou GOUMANI, coordonnateur de la 4^e communication sur les changements climatique.

Cette sous-traitance de la défense ouvre la voie à l'instrumentalisation du conflit (surtout entre Dogons et Peulhs). En effet,

« le conflit est un fonds de commerce aussi pour les jihadistes que pour les administrateurs d'ONG. Les groupes armés sont d'abord de grands propriétaires de bétail. Ils vendent ça à l'échelle internationale (au Burkina Faso, en Algérie). Ce n'est pas tout : les postes de contrôle (postes de douane) sont aussi une bonne source de revenus. », d'après Boureima TOURÉ.

DES EFFORTS MALGRÉ TOUT

La lutte contre l'insécurité au Mali fait face à beaucoup de contraintes. Elles sont spatiales à cause de l'étendue du territoire et de la porosité des frontières. Elles sont aussi politiques à cause de l'instabilité institutionnelle depuis quelques années. Elles sont enfin liées à la stratégie du fait d'une gouvernance éclatée à travers différentes structures et projets autonomes. Ces difficultés ont eu un impact profond sur les efforts de lutte contre les changements climatiques et les conflits entre communautés. Le Mali s'est engagé à appliquer les accords de Paris à travers sa CDN et assure régulièrement des communications sur les changements climatiques. Les actions climatiques du pays qui s'orientent entre autres vers la foresterie et le changement d'affectation des terres mettent un accent particulier sur le Nexus

climat et sécurité (projet sécurité climatique dans le centre : récupération des terres dégradées).

Ces efforts sont sans compter l'accès inexistant à certaines zones (notamment au Nord), mais aussi du retrait des services de l'État dans d'autres.

« Avant, il y avait des postes forestiers avec des agents d'encadrement jusque dans les communes. Maintenant, tout le corps du service des Eaux et forêts ne fait pas 1000 personnes. Ce qui est insuffisant au regard du nombre de communes, de cercles et de régions. Il y a toutefois un espoir avec la création de la direction générale des Eaux et forêts et de l'école de formation des Eaux et forêts », Mamadou Goumani.

Le changement de régime change aussi la situation. L'on se priverait d'interpréter l'évolution, mais l'arrivée des militaires au pouvoir décrète une intention forte de reconquérir les territoires et réinstaller les populations. Toutefois, le départ des missions de maintien de la paix et la redistribution des rôles dans la sécurisation des territoires ne permettent pas encore d'évaluer les efforts résultats de ces efforts.

Conclusion

Les dynamiques sécuritaires au Sahel, particulièrement au Mali ont pris une tournure inédite depuis 2012 où une partie du pays a été occupé par des groupes armés djihadistes et sécessionnistes. L'intervention des forces internationales a suscité de l'espoir chez les Maliens qui y voyaient un moyen de sortie de crise et une paix durable. La réalité a montré un autre déroulement de cette présence internationale si bien que le pays a connu un changement de régime avec l'arrivée des militaires au pouvoir et un retrait des forces Barkhane et de la MINUSMA. Les développements autour de cet évènement sécuritaire inédit semblent cacher des enjeux plus vastes et pas exclusivement liés à la souveraineté politique. Ils sont liés à l'environnement sécuritaire, à l'exposition des populations aux diverses menaces et à la disponibilité des moyens de prise en charge des principales difficultés des populations. Cette enquête a ainsi recueilli les perceptions des populations maliennes sur les dimensions clés de la sécurité humaine qui prennent en charge la question du développement humain de manière générale. La recherche qui allie analyse quantitative et qualitative a tourné autour de quatre axes reflétant les réalités sécuritaires aussi bien structurelles que conjoncturelles des populations. Il s'agit de la question des OMP, de la sécurité religieuse, de la sécurité climatique

et des réalités sécuritaires quotidienne des populations. L'enquête qui a concerné 506 bamakois ainsi que des acteurs politiques et de la société civile a produit quelques principaux résultats :

Sur la sécurité humaine et les OMP

- l'environnement sécuritaire est perçu comme inquiétant par les bamakois ;
- les données de victimation et d'exposition aux dangers sont très faibles ;
- les bamakois ont une forte confiance en leur FDS, bien qu'ils ne sont pas unanimes sur les politiques sécuritaires de l'État ;
- ils sont très critiques sur l'action sécuritaire des organismes internationales (CEDEAO, G5 Sahel, ONU, UE)
- ils sont autant critique sur leur propre action sécuritaire ; ils revendiquent néanmoins une place plus importante dans les politiques sécuritaires ;

Sur la sécurité religieuse

- ils pensent que les imams devraient intervenir dans la résolution des conflits ;
- Ils apprécient positivement la présence du soufisme et du wahhabisme au Mali ; même s'ils ne sont pas d'accord sur leurs formes de cohabitation ;

Sur la sécurité climatique

- ils sont divisés sur la hausse ou la baisse des précipitations ces dix dernières années ;
- ils disent ressentir les effets de la sécheresse à travers la hausse des prix des denrées de première nécessité ;
- la moitié d'entre eux disent ne pas avoir de stratégies face à cette hausse des prix ;
- seule une faible partie est prête à migrer à cause des changements climatiques ;
- ils ne connaissent que très peu les politiques climatiques de l'État malien.

Ces résultats montrent toute la nécessité de la prise en charge des besoins des populations dans les décisions politiques. La discordance de leur voix d'avec l'action publique sécuritaire que semble mettre à nu cette enquête est en réalité une opportunité pour l'État de mieux cibler les problèmes courants ce ceux à qui les mesures sont destinées. Elle passerait par une plus grande implication de la société civile et un diagnostic régulier et approfondi de la question sécuritaire, pas uniquement analysée sous l'angle militaire.